Copyright Notice

This document is the digitalized form of the printed book:

PCF

Les principes de la politique du Parti Communiste Français

Paris: éditions sociales; 1976.

The document has been created on **February 13, 2014** by

Klaus Hagendorf, Paris.
http://eurodos.free.fr/mime

The document has been digitalized with greatest care. Please report any shortcomings.

The document has been published with the permission of the author , the PCF.

les principes de la politique du parti communiste français

Ce volume reproduit le texte intégral servant de base à l'école élémentaire pour la formation politique et idéologique des adhérents du Parti communiste français.

Edité chaque année à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires — pour les besoins d'un intense travail d'éducation — ce « document » n'était pas jusqu'alors facilement accessible aux non-communistes.

En décidant d'intégrer cette publication à la collection « Notre-Temps/Pour comprendre » des Editions sociales, le P.C.F. entend mettre à la disposition de chacun, au-delà même de ses adhérents, une importante possibilité supplémentaire de connaître les éléments de base qui fondent sa théorie et sa politique.

La lecture de ce texte aidera à comprendre, de façon vivante et féconde, la politique et les objectifs du P.C.F. et à prendre conscience qu'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, pas de progrès sans luttes, sans une intervention populaire de très grande ampleur : ce qui impose la nécessité d'un Parti communiste fort, influent et actif.

éditions sociales

ISBN 2-209-05171-1/748-6-76-800

2

les principes de la politique du parti communiste français

es

les principes de la politique du parti communiste français

POUR COMPRENDRE

NOTRE TEMPS

es

les principes de la politique du parti communiste français

les principes de la politique du parti communiste français

EDITIONS SOCIALES
146, rue du fg-poissonnière, 75010 paris.
service de vente : 24, rue racine, 75006 paris

ISBN 2-209-05171-1 / 748-6-76-800.

SOMMAIRE

Cher Camarade,

Ce petit livre est destiné à servir de base à l'école élémentaire du Parti communiste français à laquelle tu vas participer[1].

*L'école va permettre aux milliers de communistes qui vont la suivre, et notamment aux nouveaux adhérents de se familiariser avec quelques éléments de notre théorie en liaison avec notre politique telle qu'elle a été précisée et enrichie au XXII*e *Congrès.*

Les limites même de cette publication nous ont conduits à établir un choix dans les thèmes exposés et à les traiter succinctement.

Nous t'engageons à aller plus loin par la lecture attentive de l'Humanité *et l'étude des ouvrages conseillés dans la bibliographie (qui figure page 189).*

Nous souhaitons que tu puisses participer à d'autres écoles qui t'aideront à acquérir une vue plus ample du mouvement de l'Histoire, des objectifs qu'il est possible d'atteindre, des moyens à mettre en œuvre pour cela, des étapes qu'il faudra parcourir.

---

1. Il va de soi que ce livre est également utile aux non-communistes désireux de connaître les notions élémentaires de notre théorie.

la crise de la société française



A l'origine de la crise, l'exploitation capitaliste

« Les travailleurs, les Français dans leur masse ne vivent pas comme ils voudraient, comme ils devraient pouvoir vivre[1]. »

Ainsi commence le document adopté en février 1976 par le XXIIe Congrès du Parti communiste français.

Comment comprendre que, dans leur plus grand nombre, les Français vivent mal ?

Notre pays est en effet une nation moderne disposant de ressources abondantes, d'un important potentiel économique.

Notre peuple, héritier d'une tradition de travail hautement qualifié, produit d'immenses richesses. Mais comme le souligne *Le Défi démocratique :* « En France aujourd'hui, il y a ceux qui produisent les richesses sociales et ceux qui en bénéficient. Ce ne sont pas les mêmes[2].»

---

1. *Le socialisme pour la France,* Editions sociales 1976, page 150.
2. Georges Marchais *Le Défi démocratique,* Grasset éditeur, p. 11.

Les conditions d'existence et de travail des masses populaires sont aggravées souvent de manière dramatique par la crise actuelle. Celle-ci ne peut plus être niée par la grande bourgeoisie, le pouvoir et leurs organes d'information. En isolant les faits, en ne retenant que leurs apparences immédiates, ils s'efforcent cependant de la minimiser, de la présenter comme une épreuve passagère. A les croire, les causes de la crise seraient imprévisibles, indépendantes de la nature de classe de notre société. Cette fatalité n'aurait dès lors plus d'autre solution que le recours à l'austérité. Avec cette argumentation — reprise quelquefois par des hommes se réclamant de la gauche — le pouvoir s'emploie à empêcher, à retarder le rassemblement de toutes les victimes de sa politique qui aspirent au changement.

Les communistes, au contraire, étudient la réalité sociale dans tous ses aspects, dans son mouvement. **Au-delà de ses apparences immédiates,** ils recherchent les causes fondamentales de la crise, en découvrent les vraies racines, les vrais responsables. Ils appellent les travailleurs, le peuple entier, à combattre ces responsables, à extirper ces racines, avec la volonté de modifier la situation dans l'intérêt des masses populaires et de la nation.

C'est ainsi que le XXII[e] Congrès de notre Parti a pu réaffirmer que la crise actuelle était profonde, globale et durable, qu'elle affectait tous les domaines — économique et monétaire, social, culturel, politique et moral — de la vie nationale. Le Congrès a précisé :

« L'origine de cette crise se trouve dans l'accaparement par la grande bourgeoisie capitaliste des ressources de notre pays et du travail de son peuple[1]. »

Selon notre analyse, la crise est donc, au plein sens du terme, la crise d'une société d'exploitation. Cela nous a conduits à étudier en quoi consiste l'exploitation capitaliste, comment

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 153-154.

elle s'exerce présentement, quelles en sont les conséquences.
Dans toute société, pour vivre et se perpétuer, les hommes doivent produire ce qui est nécessaire à leur existence : nourriture, vêtements, habitations, moyens de culture, etc. Les hommes ne travaillent pas isolément, mais collectivement. Parce qu'elle se développe à l'échelle de toute la société, on dit que **la production est sociale.**
Pour produire, il faut des locaux, des machines, des matières premières, de l'énergie. Ce sont **les moyens de production.**
Les hommes utilisent, mettent en œuvre ces moyens de production. Les hommes et les moyens de production constituent **les forces productives.** Dans la production, les hommes nouent entre eux des rapports (de coopération, ou au contraire d'exploitation) que l'on appelle **rapports de production.** Etudier **le mode de production** dominant dans une période et un pays déterminés, c'est considérer à la fois ces deux éléments fondamentaux : l'état des forces productives et la nature des rapports de production.
Nous avons défini, de manière concise, des

termes que vous retrouverez dans cette brochure et dans les lectures qui vous sont conseillées.

Nous pouvons maintenant examiner comment s'effectue la production dans **le mode de production capitaliste.**
Les fabrications les plus diverses sont réalisées dans différentes entreprises. Chacune d'elles, effectuant une production spécialisée, dépend nécessairement des autres.
Chaque propriétaire de moyens de production étant également propriétaire des produits créés dans son entreprise, la production ne peut se réaliser à l'échelle sociale que si s'opèrent constamment l'achat et la vente de ces produits sur le marché.
De ce fait, les produits deviennent **des marchandises.**

Nous avons vu que le fonctionnement des entreprises exige que des hommes, des ouvriers, mettent en œuvre les moyens de production.

Les ouvriers ne possèdent pas les moyens de production. Leur seule propriété, c'est **leur force de travail,** c'est-à-dire leurs capacités physiques et intellectuelles.
Pour entretenir et renouveler leur force de travail, c'est-à-dire se nourrir, se vêtir, se loger, élever leurs enfants. Les ouvriers ont besoin de marchandises. Or, ces dernières sont la possession des propriétaires des moyens de production.
La production ne peut donc s'effectuer que si un échange s'opère entre les propriétaires des moyens de production et les propriétaires de la force de travail. Il faut nécessairement qu'il y ait achat et vente de la force de travail. La production capitaliste est une production marchande dans laquelle **la force de travail est elle-même une marchandise.**

On peut alors s'interroger : si les marchandises s'achètent et se vendent sur le marché, quelles sont les bases de ces échanges ? Observons d'abord que chaque marchandise représente un certain temps de travail, une

certaine dépense d'énergie musculaire et nerveuse de la part de ses producteurs.
Quels que soient leurs usages divers, leurs qualités particulières, les marchandises ont ainsi ce dénominateur commun : elles sont toutes des produits du travail de l'homme. Elles sont en quelque sorte des parcelles du temps de travail que la société consacre à la production.
Si l'on peut écrire, par exemple :

1 TABLE = 5 CHAISES

ce n'est pas en comparant leur usage qui est évidemment différent. Mais c'est parce qu'on retrouve **incorporée** dans la table et dans les cinq chaises une même quantité de dépense d'énergie musculaire et nerveuse, une même dépense de force de travail.

Ainsi, lorsqu'on échange une marchandise contre d'autres (ce qui est l'aspect visible, immédiat), on échange le résultat d'un certain temps de travail contre une marchandise représentant un temps de travail équivalent (et cette réalité n'est pas apparente).

Le temps de travail est considéré ici dans les conditions les plus courantes de la production sociale, c'est-à-dire avec un niveau technique moyen, une intensité et une habileté moyennes. C'est ce que Marx appelle **le temps de travail socialement nécessaire** et qui détermine la **valeur** des marchandises.
« Une marchandise a une valeur parce qu'elle est une cristallisation de travail social[1]. »
Au cours d'une longue évolution historique, au fur et à mesure que se développent les échanges et afin de les faciliter, certaines marchandises (notamment l'or et l'argent) vont jouer un rôle particulier.
Utilisées pour exprimer la valeur d'échange des autres marchandises, elles vont servir d'intermédiaires. Ainsi est née et s'est développée **la monnaie** qui permet d'exprimer, sous la forme des **prix,** les rapports de valeur entre les différentes marchandises.

De tout ce qui précède, il ressort, « ... qu'en gros et pour de longues périodes, toutes les sortes de marchandises sont vendues à leurs valeurs respectives[2]. »

1. Karl Marx *Salaire, Prix et Profit,* Editions sociales, p. 42.
2. Karl Marx. *Salaire. Prix et Profit,* pp. 35-36.



Une question est dès lors posée : quelle est donc l'origine des profits réalisés par les propriétaires des moyens de production ?
Ces derniers doivent nécessairement découvrir sur le marché une marchandise particulière, douée de cette vertu spécifique : créer elle-même de la valeur.
Or, cette marchandise particulière existe : c'est la force de travail.
Examinons sa valeur propre. Elle est déterminée par la valeur des marchandises et le coût des services indispensables à son entretien et à sa reproduction. Cette valeur évolue avec les conditions historiques du développement de la société, des sciences et des techniques.
Le **salaire** est le prix de la force de travail.

Moyennant salaire, les propriétaires des moyens de production achètent le droit d'utiliser la force de travail, d'en faire usage.
Durant un temps déterminé, les ouvriers mettent en œuvre les moyens de production et réalisent une certaine quantité de marchandises.

La valeur de ces marchandises est supérieure à celle des marchandises que les ouvriers doivent nécessairement se procurer pour reconstituer leur force de travail.

Or, les ouvriers sont payés (sous forme de salaire) en fonction de la valeur de leur force de travail et non pour la valeur créée par leur travail.

C'est l'écart entre la valeur de la force de travail et la valeur créée par celle-ci que l'on appelle **la plus-value.**

La plus-value est la source unique des profits que s'accaparent les possesseurs de moyens de production.

La théorie marxiste démolit les slogans du patronat et du pouvoir selon lesquels l'augmentation des salaires provoquerait aussitôt celle des prix en un incessant « cycle infernal ».

Il est parfaitement possible de majorer les salaires sans incidence sur les prix, à

condition de réduire la plus-value (se reporter au schéma ci-contre).

Par contre, lorsque les prix augmentent, l'ouvrier ne peut pas se procurer autant de marchandises qu'auparavant. Son salaire inchangé s'est en fait déprécié, tandis que la plus-value s'est accrue. La hausse des prix est ainsi un moyen d'aggravation de l'exploitation capitaliste.

Divers moyens sont mis en œuvre pour élever le degré d'exploitation de la classe ouvrière, pour réaliser toujours davantage de plus-value :

L'allongement de la durée du travail, la France se plaçant de ce point de vue en tête des grands pays capitalistes.

L'intensification des cadences. Dans un même temps, mais au prix d'un travail accru, d'une usure plus intense de leur force de travail, les ouvriers produisent davantage de marchandises.

L'élévation de la productivité qui réduit la valeur des produits consommés par la classe ouvrière et diminue du même coup la valeur de sa force de travail.

La plus-value.

Prenons un exemple : Un ouvrier produit dans sa journée une MARCHANDISE dont la VALEUR, sous sa forme monétaire représente 240 francs.

240

Cet ouvrier va percevoir un SALAIRE de 80 francs, qui correspond à la VALEUR des MARCHANDISES nécessaires à la reproduction de sa FORCE DE TRAVAIL.

Les 160 francs supplémentaires expression de la PLUS-VALUE vont demeurer la propriété des capitalistes.

SALAIRE 80	PLUS-VALUE 160

Une partie seulement de la journée de l'ouvrier est donc payée. Pendant l'autre partie, il travaille gratuitement pour le capitaliste.
Si le temps de travail a duré 9 heures, on pourra déduire :

3 heures	6 heures

Il faut 3 heures à l'ouvrier pour renouveler l'équivalent de sa FORCE DE TRAVAIL.

Les 6 heures supplémentaires représentent le travail gratuit accaparé par le capitaliste (PLUS-VALUE).

Si l'ouvrier arrache une augmentation portant son SALAIRE à 120 francs, la VALEUR de la MARCHANDISE créée dans la journée ne s'en trouve pas modifiée. Contrairement aux "arguments" des capitalistes et de leur pouvoir, on peut élever les salaires sans augmentation des prix des marchandises.

SALAIRE 120	PLUS-VALUE 120

mais cela exige la diminution de la PLUS-VALUE.

Dans le prochain chapitre, nous verrons pourquoi et comment l'intervention de l'Etat influence en maints domaines les conditions mêmes de l'exploitation.

Au terme de la 1re partie de ce chapitre, quelle idée principale mérite d'être dégagée ?

Dans le mode de production capitaliste, la bourgeoisie qui possède les moyens de production ne peut exister et s'enrichir sans exploiter la classe ouvrière. Celle-ci ne peut vivre sans vendre sa force de travail aux capitalistes.

Mais en même temps, la bourgeoisie et la classe ouvrière ont des intérêts opposés, inconciliables. La première cherche à réaliser toujours plus de plus-value, de profit. Elle tend à renforcer l'exploitation. L'autre, à l'inverse, doit nécessairement s'y opposer, lutter pour améliorer son sort. Son émancipation exige la disparition de l'exploitation.

La classe capitaliste et la classe ouvrière sont des classes antagonistes. Leur lutte, c'est-à-dire la lutte de classe est une réalité qui ne se déroule pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur les plans politique et idéologique[1].

Une course acharnée au profit

« Le capital n'est pas autre chose que le fruit du travail accumulé[2]. »

L'étude de l'exploitation capitaliste montre que la richesse sociale est le résultat du travail.

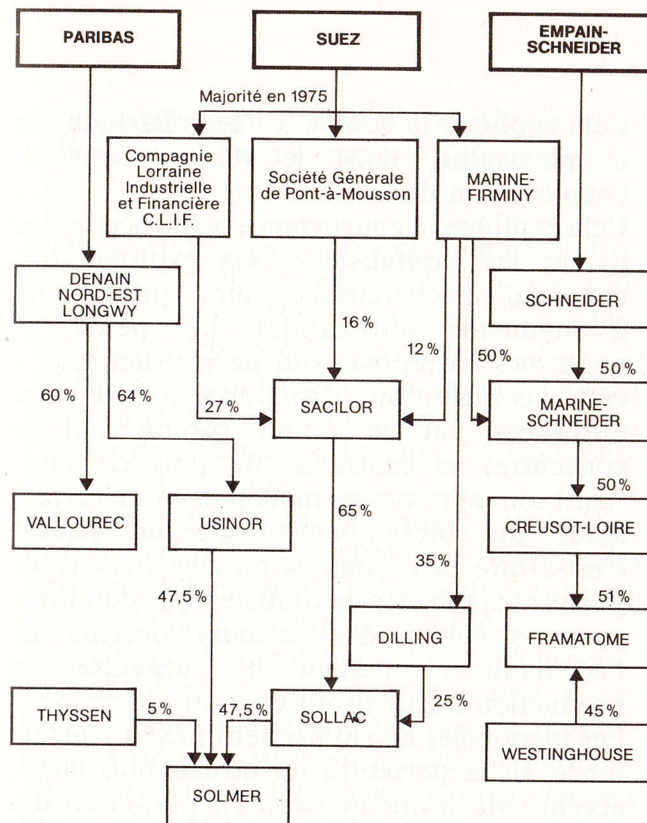
Le capital est une valeur qui, par l'exploitation des ouvriers, procure de la plus-value. Celle-ci est donc toujours produite quand entrent en **rapport** la classe capitaliste et la classe ouvrière.

C'est pourquoi nous disons : le capital est un **rapport social**, c'est-à-dire un rapport entre des groupes d'hommes vivant dans la société capitaliste.

La raison d'être du capitalisme, c'est **d'accumuler du profit**. Ce profit se mesure par comparaison entre la plus-value et la totalité du capital investi dans la production.

1. Voir pages suivantes.
2. Karl Marx, *Salaire, Prix et Profit,* p. 79.

Les trois groupes dominants de la sidérurgie en France et leurs liaisons.



Le capital, *une interpénétration étroite des banques et de sociétés industrielles.*

Cela explique la course à l'accroissement de la plus-value, donc le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière.
Cela explique la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes. Cela explique que chacun d'eux cherche à élargir sa production, à augmenter son capital. Les petites et moyennes entreprises qui ne résistent pas à cette compétition disparaissent ou sont absorbées par le grand capital qui se concentre, se centralise de plus en plus. Ainsi sont apparus les monopoles à un certain stade du développement de la société, c'est-à-dire des ententes ou des fusions de puissantes sociétés capitalistes qui dominent progressivement des secteurs décisifs de l'économie et tentent d'y organiser la production à leur profit exclusif.
Les monopoles ne suppriment pas la concurrence, ils la portent à un niveau plus élevé, accentuant du même coup l'exploitation des ouvriers et l'anarchie de la production.
« Notre époque est celle des géants de la banque et de l'industrie, des grands groupes à vocation multinationale, exploitant des dizaines de milliers de travailleurs, intégrant

un nombre considérable d'activités diverses, utilisant des masses énormes de capitaux[1]. »

Dans la course au profit, chaque capitaliste s'efforce d'utiliser les machines les plus modernes, des perfectionnements techniques complexes et coûteux. Il tend ainsi à privilégier l'acquisition de nouveaux moyens de production, à économiser par contre sur l'achat de la force de travail et à l'exploiter toujours davantage.
Le capitaliste paie le moins de salaire possible, réduit au minimum le nombre des ouvriers. L'emploi est subordonné aux exigences de la rentabilité du capital.
Ce qui précède montre que l'activité productive des ouvriers met en œuvre une masse toujours plus grande de moyens de production. L'activité productive, Marx l'appelle « travail vivant » et il nomme « travail passé » le travail contenu dans la masse des moyens de production. On peut dire ainsi que le travail vivant grandit moins vite que le travail passé.

1. *Le Socialisme pour la France*, p. 29.

Cependant, **seul le travail vivant est créateur de plus-value.**

Les capitalistes mettent en œuvre tous les moyens susceptibles de leur procurer toujours davantage de plus-value. Mais ils se heurtent à des obstacles de taille. En effet, on ne peut user la force de travail des ouvriers au-delà de certaines limites sans mettre en cause son renouvellement. C'est surtout la résistance quotidienne de la classe ouvrière aux empiétements du capital, ses luttes pour de meilleures conditions de travail et de vie, son action syndicale, la présence et l'activité d'un Parti communiste fort et influent dans les entreprises qui constituent l'obstacle déterminant.

On comprend ainsi que des masses croissantes de capitaux s'accumulent sans que grandisse aussi rapidement la plus-value qui permet de les mettre en valeur. **Le taux de profit** (son pourcentage par rapport au capital engagé) tend à baisser, même si les

profits, dans leur masse, dans leur totalité, continuent à progresser.

Dès lors, plus s'accélère le rythme d'accumulation des capitaux et plus importante est la partie du capital qui ne parvient plus à s'employer dans des conditions suffisantes de rentabilité. Il y a excédent de capital par rapport à la masse du profit réalisable en un moment donné[1].

Les monopoles les plus puissants s'emploient à rémunérer leurs propres capitaux, à relever leurs propres profits, accaparant par différents moyens une partie de la plus-value produite dans les secteurs privés non monopolistes. Ils agissent de même à l'égard du secteur public où les capitaux fonctionnent avec un profit réduit, nul ou même à perte.

La course au profit le plus élevé possible dans le plus court délai possible engendre un gigantesque gaspillage[2].

1. Ce chapitre est éclairé par l'explication de la *SURACCUMULATION-DEVALORISATION* du capital que l'on trouve dans *Le capitalisme monopoliste d'Etat, Traité marxiste d'économie politique,* tome 1, pp. 37 à 39.

2. Cf. *Le socialisme pour la France,* p. 154.

Le capitalisme monopoliste d'état: un exploiteur collectif

Les modifications intervenues dans les structures économiques et sociales du capitalisme sont inséparables des changements qui apparaissent dans le domaine politique, particulièrement au niveau de l'Etat.

Nous avons vu que les monopoles tentent naturellement de résoudre leurs difficultés en renforçant l'exploitation de la classe ouvrière, de la masse des salariés, de l'ensemble de la population active.

Mais ils entravent ainsi l'évolution de l'élément principal des forces productives : l'homme.

La contradiction fondamentale entre le capital et le travail s'aiguise. Les luttes de classes s'élèvent. La protestation, le combat des couches sociales non monopolistes accélèrent l'isolement des grands groupes financiers qui dominent le pays.

Des contradictions opposent également ces derniers — **l'oligarchie financière** [1] — et le reste de la classe capitaliste.
Sur le plan international, les contradictions s'exacerbent entre les pays capitalistes confrontés à la compétition avec le camp socialiste, à la volonté des pays libérés de l'oppression coloniale de disposer souverainement de leurs ressources.
Dans cette situation, face aux nouveaux besoins de concentration et d'accumulation du capital, face à la montée des luttes populaires qui met en cause sa domination, la grande bourgeoisie a eu et a de plus en plus besoin d'étendre les interventions économiques, politiques et idéologiques de l'Etat à son service.

Cette phase nouvelle a été caractérisée au cours d'une Conférence internationale des

1. OLIGARCHIE. Du grec Oligos signifiant quelques uns. Arkhé signifiant domination. Oligarchie : domination de quelques personnes sur un pays.

partis communistes et ouvriers en 1960, de la manière suivante :

« Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.). »

En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le C.M.E. « réunit la puissance des monopoles et le régime capitaliste, à augmenter celle de l'Etat, en un mécanisme unique destiné à sauver au maximum, les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population [1] ».

En fait, si les monopoles et l'Etat forment dans le C.M.E. un mécanisme unique, il n'y a entre eux ni fusion ni séparation, mais une étroite interaction. Chacun assume son rôle propre dans la poursuite du même but.

---

1. *Le Capitalisme monopoliste d'Etat,* Traité marxiste d'économie politique, tome 1, pp. 23-24.

Aujourd'hui, pouvoir économique et pouvoir politique sont étroitement mêlés.

Le rapport du Comité central décrit devant le XXIIe Congrès du Parti avec précision ces cabinets ministériels qui sont truffés de représentants directs des monopoles. En retour, le passage du secteur public au secteur privé et vice-versa est la règle pour les très hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat. Ainsi, on ne compte plus les anciens ministres et leurs conseillers occupant des fonctions de direction dans des groupes privés, les anciens préfets placés à la tête de sociétés immobilières.

« Les hommes du grand capital sont bien aujourd'hui les maîtres de la France. Ils en sont les profiteurs et les gaspilleurs[1]. »

Dans ces conditions, on comprend que **le financement public** de la production monopoliste apparaisse bien comme une caractéristique dominante du C.M.E.

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 33.

Les interventions de l'Etat deviennent plus directes, plus systématiques afin de favoriser l'accumulation et la concentration capitalistes, le relèvement des profits des grands monopoles.
Ces derniers peuvent ainsi mettre en coupe réglée l'économie nationale.
Tout leur est consacré. Ils bénéficient de crédits et de subventions pour leurs investissements. Des privilèges fiscaux leur sont accordés en permanence.
Les marchés publics assurent aux géants de l'industrie et de la banque d'importants débouchés. Les commandes militaires, par exemple, sont confiées pour l'essentiel à des groupes comme Dassault (par ailleurs député U.D.R.). L'aide multiforme de l'Etat encourage l'exportation de capitaux vers d'autres sources de profits.
Par le biais des tarifs privilégiés, l'Etat opère un transfert massif de la plus-value créée dans le secteur public et nationalisé (E.D.F.-G.D.F., Charbonnages, S.N.C.F., etc.) vers le secteur monopoliste.
Il prend en charge, sous le couvert de « planification » ou d'« aménagement du

territoire », la réalisation de zones industrielles ou d'équipements qu'utilisent ensuite les monopoles (exemple du complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer).

Au stade du C.M.E., l'Etat participe directement à la surexploitation des travailleurs. Il prêche et il organise « l'austérité ».
Son intervention influence de plus en plus les conditions mêmes de l'exploitation. Ainsi, le salaire n'est plus discuté seulement usine par usine. C'est l'Etat qui détermine le salaire minimal interprofessionnel de croissance (S.M.I.C.) de concert avec le Conseil national du Patronat français (C.N.P.F.).
Le salaire direct n'est pas la seule forme de rémunération de la force de travail. L'Etat rogne autant qu'il le peut les prestations sociales (Sécurité sociale, Allocations familiales, etc.).
Une partie des services nécessaires à l'entretien, au renouvellement de la force de travail revient à l'Etat (enseignement, santé, etc.). Or, ces équipements sociaux sont de plus en

plus sacrifiés. Leurs usagers doivent y consacrer dès lors davantage de dépenses. La hausse des prix, celle des tarifs publics, amputent le pouvoir d'achat des masses populaires. La fiscalité directe ou indirecte frappe durement les revenus des travailleurs. La politique de l'emploi déterminée par l'Etat fait peser la pression du chômage sur les salaires, la durée et les conditions de travail.

Le rapport du Comité central au XXIIe Congrès a dressé un bilan détaillé, terriblement accusateur de cette politique :

« ...on peut dire qu'aujourd'hui au moins 16 millions de travailleurs et de travailleuses - en activité ou non - ne peuvent disposer pour eux et leurs familles du strict nécessaire, c'est-à-dire tout à la fois se nourrir, se vêtir, se loger et se meubler, se soigner, donner aux enfants un minimum d'instruction, un métier, se distraire.

Eh bien ! qu'on le veuille ou non, vivre ainsi dans les conditions de la France de 1976, c'est vivre dans la pauvreté[1] ! »

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 15.

Ainsi, tandis que grandit la masse des capitaux accumulés sous ses diverses formes (moyens de production, produits de consommation, argent), la plupart des Français vivent mal.

Les difficultés du système s'aggravent. Le gaspillage des forces productives et des ressources matérielles atteint une ampleur telle dans l'ensemble de l'économie qu'il menace le profit monopoliste lui-même.

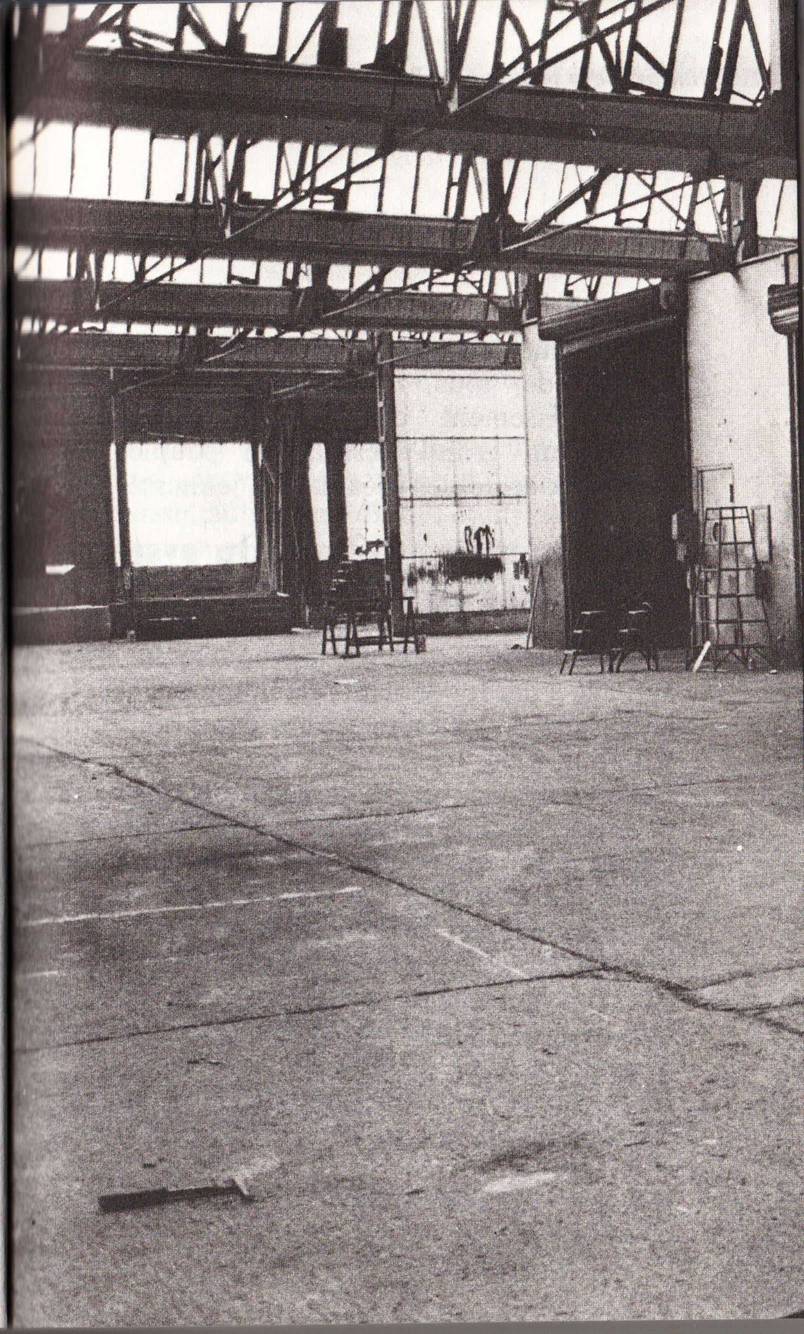
Aujourd'hui, l'exploitation des salariés — même poussée aussi loin que possible avec l'aide de l'Etat — ne suffit plus à alimenter en profits suffisants la masse croissante des capitaux.

Les monopoles pillent les paysans et les rejettent de leurs terres. Ils éliminent ou assujettissent les petites et moyennes entreprises, accaparent leurs profits. Ils drainent et détournent l'épargne populaire. Mais cela ne suffit pas encore. Aucune couche de la population laborieuse n'échappe à leur domination :

« Les conditions de vie du plus grand nombre se dégradent[1]. »

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 18-20.

Avec le soutien de l'Etat, les monopoles recherchent avidement de nouveaux marchés à l'échelle internationale, de nouvelles sources de matières premières, des travailleurs à exploiter au-delà de nos frontières.
Mais la concurrence au sein du grand capital international nourrit les désordres économiques et monétaires. L'inflation, le chômage massif, les déséquilibres régionaux deviennent permanents.
Les luttes de classes s'intensifient contre **cet exploiteur collectif qu'est le C.M.E.**
Ce dernier révèle de plus en plus son inaptitude à résoudre les problèmes fondamentaux que pose l'évolution de la société.
L'intervention de l'Etat, ultime recours de la domination de la bourgeoisie monopoliste, ne parvient plus à régler les difficultés, les contradictions. Elle les aggrave au contraire.
C'est ainsi que la crise du C.M.E. marque les limites historiques du mode de production capitaliste :
« ... le type de société mis en place et développé par la bourgeoisie dirigeante se montre désormais incapable de promouvoir le



Un immense gaspillage des forces productives.

progrès matériel, scientifique et culturel au service de tous, l'essor de la nation, l'épanouissement des valeurs humaines, d'offrir un grand dessein au peuple, de nouveaux et nobles idéaux à la jeunesse[1]. »

Les structures mêmes du système sont mises en cause

Comme nous venons de l'évoquer, la crise actuelle a des fondements économiques. Il est nécessaire de les étudier pour comprendre la situation présente.

Cependant, pris en eux-mêmes, détachés des données sociales et politiques, détachés de **l'analyse concrète de la situation concrète** de notre pays et du monde en 1976, ils n'expliquent pas totalement la profondeur et le caractère global de la crise. Ils n'expliquent pas pourquoi cette crise pose en fait la question de la transition vers le socialisme dans notre pays.

Si notre Parti a pu, dès 1971, souligner l'existence et la gravité de la crise, c'est parce

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 26.

qu'il a fondé son analyse sur une observation attentive des phénomènes sociaux, qu'il s'est efforcé de relever

« ...l'extension et l'aiguisement des problèmes, des malaises, des conflits, des luttes de classe, autrement dit des contradictions de toute nature qui secouent cette société[1] ».

Notre Parti a constaté dans les faits, dans la vie, que la crise n'est pas seulement économique, mais aussi sociale, politique, idéologique et morale.

La crise est sociale parce que la classe ouvrière et des millions de travailleurs se dressent contre une orientation qui heurte fortement leurs intérêts, parce que se développent en conséquence les luttes de classes.

La crise est politique parce que le pouvoir en place a dû regrouper les forces de la réaction, les formations et les hommes de droite.

Elu de justesse en mai 1974, Giscard

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 24-25.

d'Estaing concentre entre ses mains le pouvoir réel dont il entend renforcer le caractère autoritaire.
L'Etat au service du grand capital est aujourd'hui impliqué dans chaque problème. De ce fait, les masses populaires en lutte se tournent de plus en plus contre lui. Ses propres fonctionnaires refusent de servir les grands intérêts privés, et même dans l'armée, la police, la magistrature, un malaise se développe.
La crise est idéologique et morale parce que la loi du profit régit le comportement de ceux qui sont au sommet de l'échelle. Elle nourrit le développement de la criminalité, de la corruption, de la pornographie, du mensonge.
La classe au pouvoir cultive l'immoralité. L'insécurité des lendemains fait naître l'inquiétude, souvent l'angoisse devant l'avenir. Le mal est profond. A la période de crise dans laquelle se trouve la société française peut s'appliquer la définition donnée par Lénine :
« une période où apparaissent les symptômes que la situation ne peut plus continuer

comme avant... où les problèmes d'un système se sont développés au point qu'ils doivent trouver une nouvelle réponse[1]. »

Le XXII[e] Congrès de notre Parti a insisté sur le fait qu'une même crise affecte l'ensemble du monde capitaliste[2].
Les dirigeants du pays utilisent d'ailleurs cette situation pour rejeter à l'extérieur les origines de la crise de la société française.
Il est erroné de présenter la crise de la société française comme une simple conséquence de la crise mondiale du capitalisme.
A partir de là, on pourrait estimer en effet qu'il n'est pas possible de sortir de la crise dans un seul pays capitaliste. Il faudrait donc s'accomoder de cette crise, aller éventuellement au pouvoir pour la gérer en imposant des sacrifices aux travailleurs en attendant que soit résolue à l'échelle internationale la crise du monde capitaliste.
Dans le même sens, il faudrait consentir à des

1. *Le Socialisme pour la France*, p. 26.
2. *Idem*, p. 154.

abandons de souveraineté nationale, notamment en intégrant chaque pays à l'Europe politique des trusts.
Cette démarche est celle du Parti travailliste en Angleterre, du Parti social-démocrate d'Allemagne de l'Ouest. Elle tourne le dos, elle est à l'exact opposé de celle du Programme commun de gouvernement de la gauche. Elle ne laisse pas insensible certains dirigeants du Parti socialiste en France.
« En vérité, la crise internationale est issue et se nourrit de la crise qui se développe à partir des mêmes causes profondes dans chaque pays capitaliste développé pris à part[1]. »

Un nouveau rapport des forces s'établit à l'échelle mondiale. Il résulte des progrès des pays socialistes, du développement des luttes de la classe ouvrière et des larges masses des pays capitalistes, des succès du mouvement de libération nationale.
Le nouveau rapport des forces a contraint les puissances capitalistes à s'engager dans la

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 48.

voie de la politique de coexistence pacifique avec les pays socialistes.
Mais elles s'efforcent de freiner le processus de détente par tous les moyens : économiques, politiques, idéologiques. Surtout, elles prétendent que la coexistence pacifique serait un partage du monde en zones d'influence, déniant ainsi aux peuples le droit de décider librement de leur destin.
Les puissances capitalistes ont été également contraintes de nouer un dialogue avec les pays libérés du joug colonial, en espérant créer dans ces pays un terrain favorable à l'expansion des grandes firmes multinationales.
Les objectifs de ce « redéploiement », c'est le transfert de capitaux vers des sources de profit rapide, l'exploitation d'une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché. Il s'agit au fond de piller ces pays en voie de développement sous des formes nouvelles.
Cette orientation est contraire aux intérêts de notre pays, de notre peuple, car elle implique la fuite des capitaux, la fermeture des entreprises, la montée du chômage, l'austérité générale.

Il est nécessaire de bien voir le double aspect de la situation mondiale pour comprendre la stratégie des pays où règnent les monopoles. Le nouveau rapport des forces ne leur permet plus d'agir à leur guise. Ils ont subi des défaites historiques, comme au Vietnam. Leur recherche d'un « nouvel ordre international » révèle la faillite de l'ordre ancien, la profondeur de la crise de leur système, la concurrence impitoyable qui les oppose.
En même temps, ils tentent de sauvegarder leurs sources de profits, de reconquérir certaines positions perdues, de résoudre leurs contradictions.
Ainsi s'expliquent les efforts des impérialistes américains pour réaliser, sous leur direction, l'intégration poussée des pays capitalistes développés dans un bloc atlantique, à la fois économique, financier, politique et militaire. On a pu considérer ce bloc comme :
« l'ultime rempart d'un club de riches aux abois[1]. »

---

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 51.

Le XXIIe Congrès de notre Parti a montré que la politique internationale de Giscard d'Estaing s'insérait dans la stratégie mondiale qu'inspirent et que conduisent les Etats-Unis.
« La seule ambition du pouvoir giscardien est d'obtenir une place pour quelques grosses sociétés capitalistes à base française au banquet des géants internationaux de la finance et de l'industrie[1]. »
Une telle politique ne peut qu'enfoncer notre pays dans la crise, car elle reproduit et élargit les sources mêmes de la crise.
Ainsi, l'attaque contre les salaires, le pouvoir d'achat et l'emploi, contre la Sécurité sociale et les consommations collectives n'a jamais été aussi grave.
La misère — au plein sens du terme — s'installe dans de nombreux foyers. La réalité de la France d'aujourd'hui, c'est l'accumulation de richesses à un pôle de la société et l'accumulation de misère à l'autre pôle. Mais cette aggravation de l'exploitation, loin de résoudre les difficultés, les approfondit.

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 54.



En effet, l'excès d'accumulation des capitaux est tel que leur mise en valeur est contrariée : l'accentuation de l'exploitation renforce l'insuffisance de la consommation et des débouchés.

Le VIIe Plan envisage pour les prochaines années l'austérité permanente, la limitation de la consommation populaire, la mise en cause de la Sécurité sociale, le chômage massif, les hausses de prix, l'endettement du pays. Tel est le prix de la sauvegarde des profits d'une poignées de groupes financiers géants, le prix du « redéploiement » de l'économie nationale.

Pour favoriser la concentration des capitaux bien au-delà de nos frontières, l'Etat doit de plus en plus soutenir à coups de milliards leur mise en valeur, parfois même les renflouer. Cette politique nourrit en France un gâchis formidable des moyens de production.
Elle freine les progrès de la productivité par le gaspillage de la force de travail des hommes

Le « redéploiement » : profits pour les uns, chômage pour les autres...

et des femmes, son insuffisance de qualification, son usure accélérée.
Le conflit entre les forces productives, devenues très largement sociales, et les rapports de production, atteint un degré d'acuité sans précédent dans notre pays comme à l'échelle du monde capitaliste. Il s'agit bien d'une **crise des fondements** du capitalisme qui n'est plus capable de répondre aux besoins nés du développement de l'humanité, et dont la satisfaction est une nécessité objective pour que se poursuive ce développement.

Le comportement du pouvoir giscardien en France confirme bien l'étroitesse de sa marge de manœuvre. Mandataire du grand capital, confronté à la crise profonde de son système, il doit mettre en œuvre une politique violemment antisociale, antipopulaire. Mais il est amené à le faire alors que le mécontentement, la volonté de changement du pays sont considérables, alors que le

mouvement démocratique qui s'oppose à sa politique est puissant, alors qu'il lui faut à tout prix tenter de préserver et si possible de renforcer son assise politique. Il est sur la défensive.

La crise des structures économiques, c'est l'indication que le pouvoir rencontre de plus en plus de difficultés à aggraver les conditions de vie et de travail, qu'il se heurte, sur tous les terrains, à la résistance des travailleurs.
En ce sens, le développement des luttes populaires est **l'élément politique décisif de la crise de la société française**. Au travers de cette crise, ce qui s'affirme, c'est la tendance au progrès des forces démocratiques et révolutionnaires, au progrès de l'indépendance et de la paix, de la démocratie et du socialisme.
Cette évolution n'a rien de mécanique, d'automatique. Elle se produit dans une lutte de classes acharnée. Car rien ne change si les masses populaires elles-mêmes ne décident de changer.

L'attitude juste, pour un parti révolutionnaire comme le nôtre, c'est de bien apprécier la nature et la profondeur de la crise, c'est de conduire sans attendre une lutte de tous les instants et dans tous les domaines pour s'opposer à ses conséquences, pour limiter ses effets néfastes, pour arracher le maximum de ce qui peut être obtenu.
Mais une évidence s'impose de plus en plus : « Pour sortir le pays de la crise, pour obtenir une amélioration sensible et durable du sort de chacun, pour donner un nouvel élan à la France, il faut un changement réel et profond, un changement de politique, un changement de pouvoir, un changement de société[1]. »

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 58.

changer la société

ouvrir une voie démocratique au socialisme

Les clefs du progrès : démocratie et liberté

Peut-on vivre mieux, vivre dignement de son travail dans la France d'aujourd'hui ? On le peut.
Mais pour cela **il faut changer la société.**
Il faut que les grands moyens de production et d'échange deviennent, dans leur ensemble, propriété de la société elle-même.
Il faut que le pouvoir politique soit exercé par le peuple travailleur, dont la classe ouvrière est la force vive.
Cela s'appelle **le socialisme.** C'est le type de société qui correspond aux besoins de notre époque, aux possibilités et aux conditions de notre pays tel qu'il est, dans le monde tel qu'il est.

Le mode de production capitaliste a fait son temps. L'évolution du capitalisme monopoliste d'Etat a été, en quelque sorte, poussée à son terme. L'incapacité du système à résoudre ses contradictions économiques et

sociales est apparue avec un relief saisissant dans les puissantes batailles de classes de mai-juin 1968. Face à cette situation, attentif au mouvement de la vie, à la montée des luttes ouvrières et populaires, aux expériences étrangères, aux modifications de la situation internationale, notre Parti n'a cessé d'avancer des idées nouvelles avec le souci de jouer pleinement son rôle d'avant-garde révolutionnaire.
En décembre 1968, à Champigny, il précisait sa stratégie politique dans le *Manifeste pour une Démocratie avancée, pour une France socialiste*, déclarant notamment :
« L'aspiration à une organisation de la société plus juste, plus rationnelle et plus humaine a considérablement grandi ces dernières années dans toutes les couches laborieuses de la société. Les luttes de classes, auxquelles prennent désormais part de nouvelles couches sociales aux côtés de la classe ouvrière, s'attaquent non seulement aux conséquences, mais aux sources des maux qu'engendre la domination du capitalisme. Cette aspiration doit déboucher sur une lutte réelle pour le socialisme. »

Par la suite notre programme de gouvernement *Changer de Cap* a contribué à faire aboutir dix années de luttes pour le *Programme commun*. Ce dernier a été placé au centre de la grande bataille des élections législatives de 1973. *Le Défi démocratique* devait en tirer les leçons en portant plus loin cet effort novateur. Le XXII[e] Congrès de notre Parti (4-8 février 1976) a poursuivi cette démarche créatrice, cet enrichissement théorique et politique en développant notre stratégie et en proposant au peuple de France *une voie démocratique au socialisme*.

Comment parvenir à cette société nouvelle[1] ? Il faut passer du despotisme exercé par quelques-uns sur tout un peuple à **une démocratie politique et économique vivante** où chaque homme, chaque femme pourra intervenir activement dans toutes les questions concernant sa vie, son travail, la gestion de l'entreprise où il exerce son activité, le sort du pays. C'est la condition de tout progrès social et humain.

1. *Le Socialisme pour la France*, pp. 184-186.

Un enrichissement théorique et politique constant.



« Il faut passer de l'autoritarisme et de l'arbitraire des commis politiques du grand capital à la démocratie la plus large, à la démocratie pour tous[1]. »

L'histoire de notre pays, l'expérience internationale nous enseignent qu'on ne peut pas parler de démocratie en dehors des réalités politiques et sociales. Contrairement à ce qu'affirment les politiciens réactionnaires, l'Etat n'est pas neutre. Ce n'est pas un arbitre au-dessus des classes. Il n'est pas au service de tous.

Dans les sociétés divisées en classes antagonistes, où règne l'exploitation de l'homme par l'homme, **l'Etat** a pour rôle de défendre les intérêts de la classe qui détient les moyens de production.

La démocratie est une forme de l'Etat. Dans l'antiquité, les Grecs ont parlé les premiers de la démocratie[2], c'est-à-dire du pouvoir du peuple. Mais les esclaves fort nombreux, n'avaient aucun droit politique.

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 184-186.
2. DEMOS : *peuple,* KRATOS : *pouvoir.*

Dès l'origine, la démocratie recouvre donc un pouvoir de classe.

Au fil des siècles, en relation avec les besoins du développement économique et social, une partie croissante de la population a conquis, par la lutte, des droits démocratiques.

En France, à la fin de l'Ancien Régime, la bourgeoisie, pour établir sa domination, a revendiqué des droits politiques nouveaux. Pendant la Révolution, l'intervention des masses populaires et la nécessité pour la bourgeoisie de s'allier celles-ci, ont permis des conquêtes démocratiques sans précédent. En s'emparant des « principes de 1789 » symbolisés par la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », en les transformant en partie, les masses populaires ont profondément enraciné des traditions démocratiques dans notre peuple. De là, notamment, l'attachement au suffrage universel et la place des élections dans la vie nationale.

La bourgeoisie, elle, n'a cessé de chercher à réduire la portée de ces conquêtes, à remettre en cause celles qui servent de points d'appui aux luttes populaires.

Actuellement, l'Etat des monopoles tend à renforcer son autoritarisme avec l'espoir de sauver le régime.

Il oriente plus directement son appareil répressif (armée, police, magistrature) contre les luttes des travailleurs[1].

Il confisque de plus en plus les institutions politiques et idéologiques.

La constitution de la Ve République donne tous les pouvoirs au Président de la République. Les prérogatives du Parlement et des assemblées élues sont de plus en plus réduites. Des lois électorales iniques, des découpages arbitraires faussent la représentation populaire. Le pouvoir augmente l'arsenal de ses lois répressives.

Il transforme les moyens d'information en instrument de propagande à son usage. L'anticommunisme est le thème privilégié de la bataille idéologique menée par la bourgeoisie.

Dès 1958, notre Parti a souligné qu'un tel pouvoir exprimait la volonté des monopoles

1. *Voir* chapitre I, p. 46, *le malaise dans l'armée, la police, la magistrature.*



Primaire ou insidieux, l'anticommunisme est une arme permanente qu'utilise la bourgeoisie.

d'exercer directement leur domination sur la vie du pays.
Ce pouvoir décide à la place des travailleurs, des masses populaires parce qu'il décide contre leurs intérêts.
« Ce qui est donc à l'ordre du jour du combat populaire aujourd'hui c'est la démocratie[1]. »

Le XXIIe Congrès de notre Parti a souligné avec force qu'une démocratie moderne, ce doit être une **démocratie sociale, économique, une réelle démocratie politique**.
Il a avancé des propositions concrètes pour bannir la misère et la gêne, assurer la sécurité de l'existence et la justice sociale, une nouvelle qualité de la vie, la fraternité[2].
La démocratie sociale doit permettre aux travailleurs de disposer réellement du fruit de leur labeur. La classe ouvrière se trouve au cœur du développement de la production moderne.
Elle est la plus directement intéressée à la

1. *Le socialisme pour la France,* p. 69.
2. *Idem,* pp. 160-181.

pleine mise en valeur des ressources nationales et donc à l'amélioration des capacités de production techniques, scientifiques et humaines.
On comprend mieux ainsi le sens et la portée des luttes actuelles menées par la classe ouvrière et son parti d'avant-garde. Dans la pratique, ces luttes contre l'exploitation s'unissent aux luttes pour la démocratie de la liberté.
La démocratie économique c'est la remise en cause du mécanisme unique Etat-monopoles, de la domination du grand capital, de sa politique, de son gâchis.
Il s'agit d'entreprendre le changement des buts de la production, non plus pour le profit et l'accumulation, mais pour la satisfaction des besoins. Cela n'est possible que si les travailleurs ont la maîtrise économique et sociale des grands moyens de production et d'échange (nationalisations), nécessairement liée à une démocratie de type nouveau (planification et gestion démocratique, etc.).
La démocratie politique, cela signifie que les travailleurs, les citoyens s'occupent sans cesse de toutes leurs affaires, les prennent vraiment en mains, dans l'action.

Sortir le pays de la crise, l'engager dans la voie du socialisme et construire celui-ci, exige impérativement des hommes et des femmes conscients et responsables de leur propre activité et de toute l'activité sociale, à tous ses niveaux (dans l'entreprise, la commune, le département, la région, le gouvernement).

La grande bourgeoisie ne peut naturellement pas être le maître d'œuvre du renouveau démocratique. Elle a peur de notre peuple. Elle a peur de la liberté[1].

Fondamentalement le capitalisme est le régime de la non-liberté pour les salariés. Mais le système engendre l'illusion du contraire : le « contrat » de vente de la force de travail conclu entre le propriétaire des moyens de production et l'ouvrier serait un accord entre deux volontés également libres.

Or, précisément quand le rapport social contraint l'ouvrier à vendre sa seule propriété, sa force de travail, le contrat n'est pas

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 71-75.

libre. Il repose sur l'accaparement de la plus-value pour permettre d'accumuler le capital. Là où existent de tels rapports sociaux, il ne peut y avoir que des libertés fragiles, partielles, en fonction du rapport variable des forces de classe.

La liberté n'est pas une entité idéale, abstraite, donnée aux hommes une fois pour toutes. C'est le produit de l'histoire humaine. C'est un mouvement, une création qui résulte de la lutte des masses et qui ne peut avoir de fin.

« Historiquement, les libertés publiques existantes, dont la bourgeoisie s'octroie indûment la seule paternité, sont les fruits de la lutte des travailleurs, du peuple. Sans leur combat, la vie politique et les libertés républicaines n'auraient pu devenir ce qu'elles sont en France[1]. »

Aujourd'hui, à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, de sa crise, un système de lois répressives menace en permanence la démocratie et les droits de chacun.

« La grande bourgeoisie, minorité exploi-

1. *Vivre Libres* p. 14.

teuse, et ses commis politiques au pouvoir, s'attaquent aux libertés, s'attachent à les vider de leur contenu positif, à les réduire à des formules creuses au fronton des édifices, quand ce n'est pas à les bafouer brutalement[1]. »

Il s'agit donc de **défendre** les libertés, mais aussi de les **élargir**, d'en faire progresser le **contenu**.

Notre Parti fait œuvre créatrice en proposant une ère nouvelle pour la liberté. Le projet de *Déclaration des Libertés*, soumis à la discussion des Français, en témoigne.

La liberté, c'est notre point fort. Notre combat pour elle, c'est un combat de classe. C'est le combat de la classe ouvrière qui a un besoin vital de liberté contre la grande bourgeoisie qui ne peut plus supporter celle-ci.

En rassemblant dans les luttes démocratiques les larges masses populaires, nous contri-

1. *Vivre Libres*, p. 5.

buons à isoler le grand capital et son pouvoir, à mettre en cause sa domination sur l'économie et l'Etat.
« La démocratie et la liberté, c'est aujourd'hui le terrain principal du combat de classe, du combat révolutionnaire[1]. »

Le programme commun, un pas en avant capital

La démocratisation de la vie nationale, telle est précisément la grande idée du Programme commun de gouvernement de la gauche, élaboré et adopté en 1972 à l'initiative de notre Parti. Sous le titre significatif *Vivre mieux, Changer la vie* le Programme commun préconise une politique sociale avancée : relèvement du pouvoir d'achat ; lutte contre le chômage, l'inflation et la spéculation ; amélioration sans précédent des conditions de travail et de la qualité de la vie.

De véritables réformes de structures s'attaquent à la domination du grand capital. Le

1. *Le Socialisme pour la France*, p. 79.

Programme commun prévoit la nationalisation du secteur bancaire et financier, celle de plusieurs groupes monopolistes dans des secteurs-clefs de l'économie. Ces nationalisations conçues comme le meilleur point d'appui d'un Plan de développement économique et social, élaboré et discuté démocratiquement, seront la réponse moderne aux problèmes posés par le développement contemporain de la production.
Dans le même temps, le Programme commun prévoit un **progrès également sans précédent de la démocratie politique**. Son application apportera des libertés et des droits nouveaux aux travailleurs, en se fondant sur leur intervention active et celle de la population à tous les échelons de la vie nationale.
Le Programme commun stipule que la France, refusant toute atteinte à son indépendance nationale, doit retrouver sa pleine liberté d'initiative sur le plan international afin de mener une action dynamique en faveur de la détente et de la coexistence pacifique, de la sécurité collective et du désarmement.



Dans leur ensemble, ces réformes constituent la seule réponse à la crise que connait notre pays. En effet, elles s'attaquent aux causes mêmes de cette crise, c'est-à-dire à l'hégémonie et à l'arbitraire des grands intérêts privés. Elles porteront un coup sérieux à l'exploitation, à l'autoritarisme des monopoles en donnant en même temps des positions solides à la classe ouvrière et aux autres travailleurs dans tous les domaines.
La mise en œuvre du Programme commun dont l'application exige une large participation des masses, nécessitera une suite de luttes opiniâtres pour vaincre la résistance de la réaction.
On ne saurait sous-estimer la portée de notre combat pour la victoire du Programme commun. Nous avons lutté durant dix années pour parvenir à sa conclusion et nous avons ensuite travaillé à rassembler autour de lui des millions de Français.
Il ne peut donc s'agir pour nous d'un accord de circonstance pour le temps d'une élection et dont on pourrait n'appliquer ensuite que telle ou telle disposition, selon la conjoncture économique ou l'humeur politique. Il ne peut

s'agir pour nous — contrairement aux interprétations réformistes du Programme commun — de gérer la crise avec une intervention étatique plus ou moins amendée, sélective, qui ferait mieux fonctionner la « machine économique ».
Les premiers changements inscrits dans le Programme commun, limités mais de grande portée, concernent inséparablement l'économique **et** le politique, le social, la production **et** la consommation, les conditions techniques, matérielles et humaines **et** les rapports sociaux.

Le Programme commun constitue ainsi la base sur laquelle notre peuple peut aujourd'hui se rassembler. Ses dispositions constituent autant d'objectifs de l'action unie des travailleurs, des diverses couches de la population frappées par la crise et la politique du pouvoir. Elles inspirent **les propositions de mesures immédiates** que notre Parti formule pour alléger leurs difficultés.

L'application du Programme commun représenterait un pas en avant capital sur le chemin de la démocratie. C'est pourquoi le document adopté par le XXIIe Congrès de notre Parti *Ce que veulent les communistes pour la France* a pu réaffirmer :
« Le Parti communiste place au centre de son combat l'action pour gagner au soutien du Programme commun l'immense majorité de notre peuple. Il lutte pour l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique mettant en œuvre avec détermination le Programme commun[1]. »

Le socialisme aux couleurs de la France

Parce que nous sommes des communistes, nous ne considérons pas que la réalisation du Programme commun constituera un achèvement.
« Nous voulons développer la démocratie plus avant, nous voulons le socialisme[2]. »

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 187.
2. *Idem,* p. 82.

Assimiler Programme commun et socialisme, ce serait d'ailleurs rapetisser, affadir l'idée même du socialisme, son contenu révolutionnaire.
Certes, nous avons vu que l'application du Programme commun permettra à notre pays de connaître une démocratie avancée, marquant dans le domaine social, politique et économique des progrès tels que notre pays n'en aura jamais connus.
Les travailleurs disposeront de possibilités plus grandes pour se faire entendre, influer sur les décisions à tous les niveaux, tandis qu'à l'inverse les grandes féodalités financières verront leurs positions affaiblies.
Une question se posera alors : faut-il remettre en cause ce qui a été acquis, réalisé ou bien faut-il — au contraire — aller de l'avant en prenant appui pour cela sur un rapport de forces devenu favorable au peuple ? C'est à celui-ci qu'il appartiendra de décider.

Nous sommes convaincus que cette expérience le conduira à décider qu'il faut

poursuivre, qu'il faut aller plus loin sur la voie de la démocratie économique et politique, qu'il faut entreprendre une transformation plus profonde, socialiste, de la société.
Que signifie cette transformation, quelles sont les conditions du socialisme ?
Il y a une **première condition** à remplir, sans laquelle le socialisme n'est qu'illusion ou abus de langage : **les grands moyens de production et d'échange devront devenir dans leur ensemble propriété de la société elle-même.** Les partis social-démocrates qui ont reculé devant cette nécessité de mettre un terme à la mainmise du grand capital sur les principales ressources des pays dont ils assumaient ou assument encore la direction n'ont réalisé le socialisme nulle part.
Pour mettre en œuvre efficacement les possibilités économiques et techniques au service des besoins populaires, pour que les travailleurs deviennent réellement maîtres des destinées de la France, tous les grands groupes capitalistes de la production, du commerce et des services deviendront propriété sociale. Mais cela ne saurait signifier la

dépossession de chacun, l'uniformité et la contrainte, l'atteinte à la propriété personnelle des divers biens de consommation et d'usage et leur transmission par héritage. Il subsistera un secteur économique fondé sur le régime de la petite propriété privée et sur l'exploitation agricole familiale qui permettront dans plusieurs domaines une meilleure satisfaction des besoins.
D'autres formes de propriété sociale se développeront : coopérative, municipale, départementale, régionale. L'agriculture verra se diversifier les formes de coopération volontaire.
« Nous avons du système socialiste que nous voulons pour notre pays une conception vivante, souple, inventive, favorisant la variété des solutions et faisant appel au foisonnement des initiatives.[1] »

Seul un pouvoir politique représentatif du peuple travailleur permettra de réaliser ces

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 85.

transformations radicales de la vie économique et sociale.
Nous touchons là une **seconde condition décisive du socialisme,** inséparable de la première.
Ce sont donc tous ceux qui créent les richesses du pays, la classe ouvrière et les autres catégories de travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne qui assumeront le pouvoir. Ce dernier sera profondément démocratique puisqu'il appartiendra à la grande majorité du peuple, parce qu'il respectera et fera respecter les choix librement exprimés par celle-ci, parce qu'il garantira l'exercice des droits d'opposition de la minorité.
A chaque étape de la construction de la société nouvelle, l'assentiment du suffrage universel sera la condition de la poursuite des transformations engagées. Le scrutin proportionnel garantira à chaque courant et organisation politiques une représentation conforme à son influence et assurera un contenu vivant au droit des minorités.
Aucun parti ne pourra dominer l'Etat, ni s'identifier à lui. L'Etat démocratique dans

ses structures et son fonctionnement, ne sera plus une machine oppressive, inaccessible et étrangère aux simples gens, mais au service de tous les Français.

Libertés individuelles et libertés collectives connaîtront un développement visant à assurer le plein déploiement de l'initiative de chacun et de tous, l'épanouissement de la personnalité de l'individu, l'harmonisation de l'intérêt personnel et de l'intérêt général.

A l'évidence, ce que nous proposons de la sorte ne correspond pas à la notion de *dictature du prolétariat* et c'est pourquoi le XXII[e] Congrès de notre Parti a décidé l'abandon de cette notion dans la perspective politique proposée au peuple de France.

« Sans cette propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, sans ce pouvoir politique des travailleurs, dont la classe ouvrière[1] est la force décisive, il n'y a pas de socialisme[2]. »

Certains préconisent des mesures qui visent a

1. Le rôle dirigeant de la classe ouvrière sera exposé au chapitre III.
2. *Le Socialisme pour la France,* p. 191.

donner aux travailleurs l'illusion qu'ils pourraient exercer une sorte de « pouvoir » dans l'entreprise, mais qui laissent aux grands capitalistes la propriété des entreprises, la direction réelle de l'économie et de l'Etat. Cela n'a rien de commun avec le socialisme.

Il en est de même des politiques « sociales » qui ne visent qu'à masquer le maintien de l'exploitation et la gestion des affaires publiques pour le compte du grand capital.

C'est ce que montrent les difficultés que connaissent dans leurs conditions d'existence, dans leur travail et dans leurs possibilités d'expression démocratique, les travailleurs des pays dirigés par des partis socialistes ou social-démocrates.

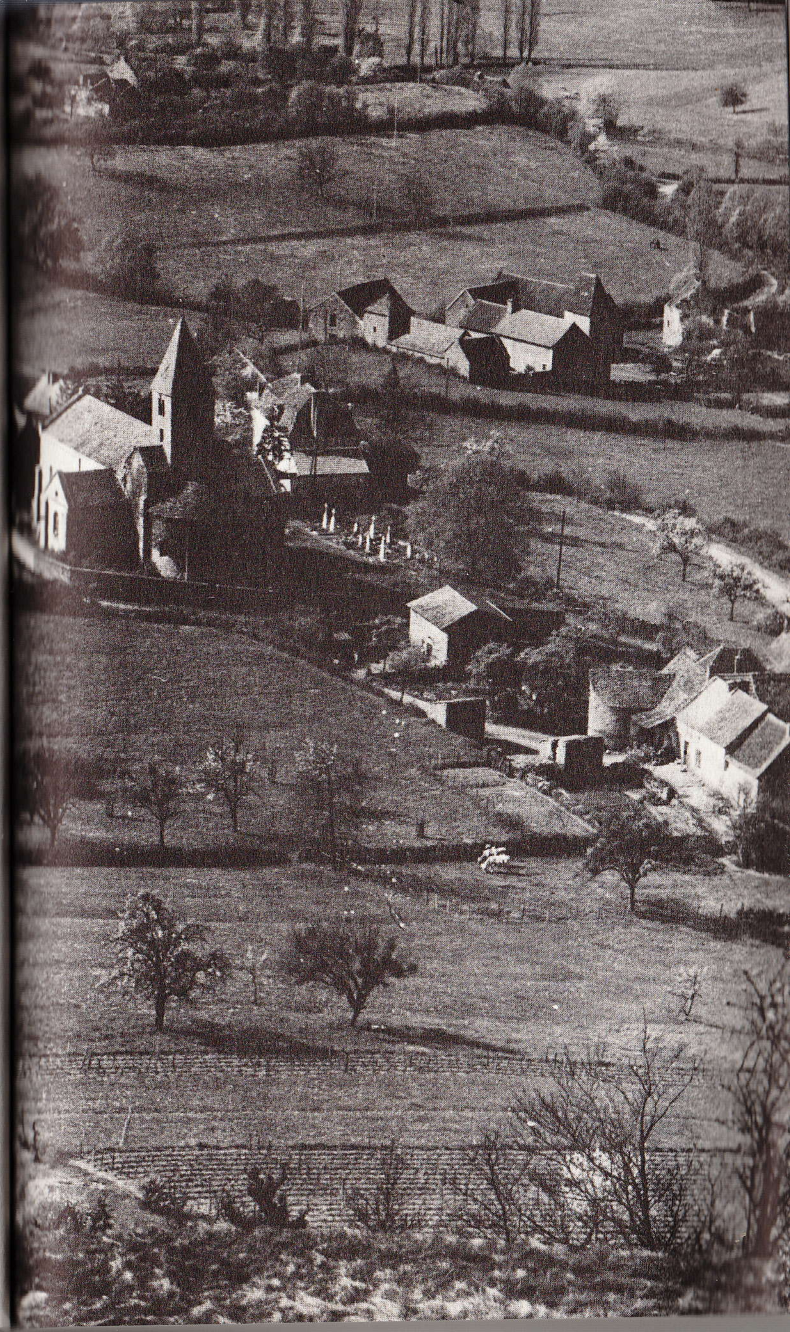
Ce que nous proposons à notre peuple, c'est **une transformation révolutionnaire** dont la signification essentielle est de passer de la domination d'une minorité privilégiée à la maîtrise par l'immense majorité, par la nation, des ressources du pays, des résultats de son travail, de l'organisation et du développement de toute la vie sociale et politique.

« Le socialisme, c'est la démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique, c'est **la démocratie « jusqu'au bout[1]. »**
De même le progrès incessant de la démocratie sera la condition du développement du socialisme.

Si ce dernier comporte des traits généraux universels, ceux-ci se manifestent toujours au travers des réalités de chaque pays, de chaque époque.
Parce qu'il a ses traditions et son tempérament propre, parce que les conditions dans lesquelles il vit, travaille et lutte sont toujours spécifiques, chaque peuple fait son histoire à sa manière. Chacun doit trouver sa voie propre et la suivre en toute indépendance.
D'autres pays, à d'autres périodes, ont construit des sociétés socialistes, dans des conditions particulières.
Notre Parti tire enseignement de leur

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 193.

Un socialisme à la française.



expérience, avec ses succès et avec ses erreurs. Il met en relief l'immense apport à la lutte des peuples du monde entier contre l'impérialisme que constituent leur œuvre et leur action. Il ne prend pour autant modèle sur aucun d'eux.
Il s'attache à apporter aux problèmes de notre pays des solutions qui, se fondant sur les principes scientifiques du socialisme, adhèrent étroitement à la réalité nationale et au moment historique.
Parce que nous sommes en France, dans le dernier quart du vingtième siècle, nous ferons le socialisme à notre façon, à la française, dans le droit fil de notre histoire. Cette idée est familière à notre Parti. Dès novembre 1946, Maurice Thorez indiquait au journal anglais *« Times »* :
« Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. »
Les progrès de la détente, la longue tradition de lutte de notre peuple pour les libertés favoriseront en particulier l'épanouissement

du caractère démocratique du socialisme que nous voulons, **un socialisme aux couleurs de la France**[1].

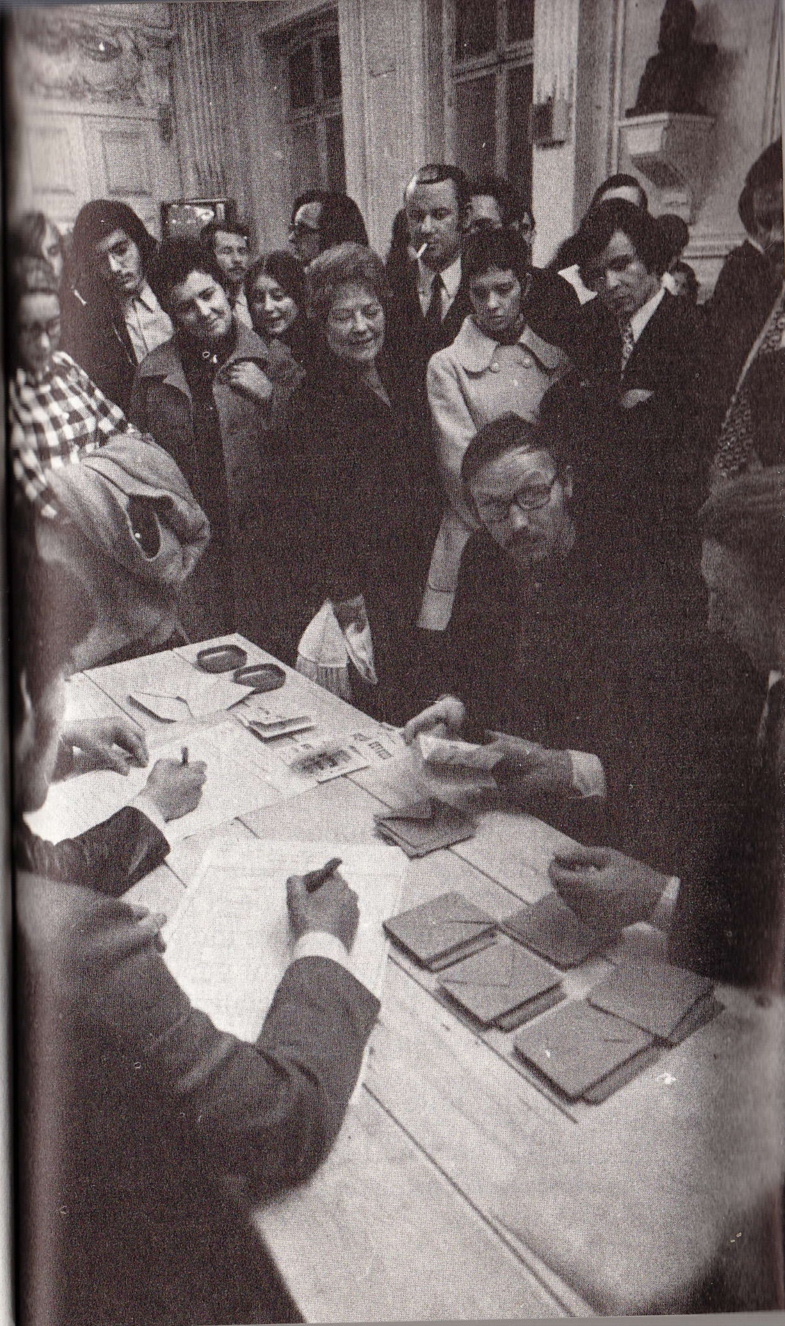
Une voie démocratique, une voie révolutionnaire

« Changer la société, construire une France socialiste ne peut être que l'œuvre démocratique de la majorité du peuple français. On ne peut faire le bonheur du peuple sans lui, et moins encore contre lui[2]. »
Notre Parti rejette catégoriquement la conception des « minorités agissantes » selon laquelle de petits groupes bien décidés pourraient, par des actions « exemplaires » bousculer les masses populaires et les entraîner à la révolution.
Ce chemin, c'est celui de l'isolement, de l'aventure, et de la défaite. C'est aussi, souvent — comme le montrent les agisse-

1. Les traits du socialisme pour la France sont exposés largement dans le rapport et le document du XXII[e] Congrès.
2. *Le Socialisme pour la France,* p. 193.

ments des groupes gauchistes — le chemin de la provocation qui fait le jeu des pouvoirs réactionnaires et de leur politique de répression.

Les communistes exposent leur conception de l'avenir de la France avec l'objectif de gagner la conviction du plus grand nombre des Français. Mais ils savent qu'il n'est pas de meilleur moyen de se convaincre que de faire sa propre expérience.
C'est pourquoi notre Parti lutte aujourd'hui pour le remplacement du pouvoir de la grande bourgeoisie par un gouvernement d'union démocratique qui appliquera le Programme commun.
Les réformes qu'il mettra en œuvre, en s'attaquant à la domination des puissances d'argent, apporteront aux larges masses de notre peuple une amélioration importante de leur bien-être, feront effectuer à la démocratie un pas en avant.
Des conditions favorables seront réunies pour que la majorité du peuple décide alors



Un moyen pour que la volonté majoritaire s'exprime.

librement et souverainement de poursuivre sa marche au socialisme.
« Dans la lutte pour le socialisme, rien, absolument rien ne peut, à notre époque et dans un pays comme le nôtre, remplacer la volonté majoritaire s'exprimant démocratiquement par la lutte et par le moyen du suffrage universel[1]. »

Comment créer les meilleures conditions pour que se développe cet indispensable mouvement majoritaire de notre peuple, pour lui donner ampleur, force et efficacité ?
A cette question, la voie démocratique au socialisme que nous proposons apporte une réponse sérieuse. C'est en faisant avancer la démocratie, économique, sociale et politique, en élargissant encore les libertés individuelles et collectives, que le mouvement populaire se renforcera, que le pouvoir socialiste obtiendra son appui, sa participation indispensable.
En retour, la lutte des masses modifiera toujours plus le rapport des forces sociales et

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 95.

politiques au profit des travailleurs, de toutes les couches populaires.
Pour assurer le succès du socialisme, le problème n'est pas de priver de libertés la minorité réactionnaire, c'est d'en donner toujours plus aux travailleurs qui constituent la grande majorité de la nation.

Il ne suffit cependant pas que la majorité exprime clairement et massivement sa volonté de transformer la société pour que ses aspirations soient satisfaites.
Faire respecter ce choix est une tâche difficile. Les communistes ont toujours respecté leurs engagements. Par contre, l'oubli des promesses, les tentatives de remettre en cause les décisions du peuple abondent dans notre histoire.
La grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de plein gré à ses privilèges. Elle a toujours tendance à utiliser tous les moyens possibles pour les préserver et les reconquérir. L'expérience douloureuse du Chili, la situation au Portugal en témoignent.

C'est deux expériences soulignent le double danger dont il faut se garder en permanence :

— le danger de ne pas opérer à temps, lorsque les conditions sont réunies, les transformations démocratiques des structures économiques et politiques, en s'appuyant sur le mouvement populaire ;

— le danger d'avancer des mots d'ordre ou d'entreprendre des actions aventuristes qui ne correspondent pas aux possibilités réelles et conduisent les forces révolutionnaires à l'isolement et à la défaite.

Il s'en dégage un enseignement majeur :

« La condition décisive du succès, c'est l'existence et l'affirmation d'un mouvement populaire suffisamment ample jusqu'à englober une large majorité du peuple, solidement uni autour d'objectifs transformateurs[1]. »

La voie démocratique au socialisme que nous proposons au peuple français apparaît bien comme une suite de luttes opiniâtres, de luttes de masse, pour modifier toujours plus le rapport des forces sociales et politiques au

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 92.

profit des travailleurs, de toutes les couches populaires.

A chaque étape, ces luttes prépareront l'expression démocratique de la volonté populaire par le suffrage universel. Elles en garantiront le respect.

En appelant les travailleurs à la lutte pour obtenir que soient satisfaits leurs intérêts et leurs aspirations, les communistes se distinguent des réformistes.

Ceux-ci reculent devant la nécessité de mobiliser le peuple contre le grand capital et de mener une lutte résolue contre les forces qui le représentent.

De ce fait, s'ils parlent du socialisme, ils ne l'ont instauré nulle part. Ils ont toujours abouti, soit à la gestion des affaires de la grande bourgeoisie, soit à la défaite du mouvement démocratique.

Les communistes sont des révolutionnaires parce qu'ils veulent — non pas l'aménagement — mais la transformation de la société, le remplacement du capitalisme par le socialisme, et qu'ils savent que cette transformation suppose une lutte de classe acharnée et complexe.

Mais révolution n'est pas synonyme de violence. La guerre civile ne figure pas dans les objectifs de notre Parti.
Ce qu'il propose à la classe ouvrière et au peuple de France, c'est d'assurer par leur action une avance démocratique vers le socialisme dans la liberté et la paix civile.
« Dans la France de notre époque, les chemins de la révolution s'identifient à ceux de la démocratie[1]. »
Ainsi, le socialisme n'est pas, il ne peut pas être une construction de l'esprit. Il naît du mouvement réel de l'histoire, des luttes réelles du peuple tel qu'il est, avec ses traditions, ses aspirations.
Les communistes tiennent également le plus grand compte du contexte international dans lequel ces luttes sont conduites. Ils ne sous-estiment pas les agissements hostiles de la réaction étrangère.
Là encore, ils considèrent que le mouvement populaire dans notre pays a les moyens d'y faire face.
Ces moyens, ce sont d'abord ceux dont

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 195.

dispose dans les divers domaines la France, c'est le poids qui est le sien dans le monde.
Or, le monde a changé[1].
L'existence et l'activité des pays socialistes, les progrès de la détente, les succès des luttes de libération nationale, le niveau des luttes dans les grands pays capitalistes ouvrent des possibilités sans précédent pour le développement des actions communes anti-impérialistes et antimonopoliste à l'échelle internationale, face à l'impérialisme affaibli, mais néanmoins engagé activement dans de nouvelles manœuvres pour faire capituler les peuples.
Des conditions plus favorables existent ainsi pour le succès de la marche pacifique et démocratique de notre pays au socialisme.

La voie démocratique que le XXII[e] Congrès de notre Parti propose à notre peuple est le meilleur chemin, le chemin le plus court pour réaliser le socialisme. Cette démarche s'appuie sur les enseignements du marxisme-léninisme qui n'a rien d'un recueil de

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 90, 196-197.

dogmes, de recettes toutes faites qui s'appliqueraient en tous temps et en tous pays.
Elle s'appuie sur l'expérience créatrice du mouvement communiste mondial, sur celle de notre propre Parti.
On sait par exemple que Lénine, analysant la réalité du début du siècle a développé la thèse que, contrairement à ce que Marx avait imaginé, le socialisme pouvait triompher d'abord dans un seul pays. Cette conclusion décisive devait fonder la stratégie du Parti bolchévik en 1917.
Dans notre pays, l'idée du Front populaire qui devient une réalité en 1936, ne se trouvait pas toute élaborée dans Marx ou dans Lénine. Elle se fondait sur les principes généraux du socialisme scientifique et sur une **analyse concrète de la réalité concrète**.
Notre démarche d'aujourd'hui puise son inspiration à **la source vivante de la théorie et de la pratique révolutionnaires** de notre mouvement.
Le socialisme démocratique pour lequel nous luttons sera le fruit des luttes de la classe ouvrière, des luttes unies du peuple de France.

les forces de changement

Classes et lutte de classes

Une grande idée a dominé le chapitre précédent : rien ne peut réellement et durablement changer dans notre pays sans l'union en un puissant rassemblement majoritaire de tous les hommes et de toutes les femmes qui ont intérêt au changement.
« Toute l'action du Parti communiste français vise à réaliser cette union du peuple de France pour un changement démocratique[1]. »
Notre politique d'union est **une politique de principe**, une composante essentielle et permanente de notre stratégie.
L'union que nous proposons, ce n'est pas un rassemblement de mécontents sans but défini, ce n'est pas une entente entre les exploiteurs et les exploités. C'est l'alliance de toutes les victimes des féodalités industrielles et financières **contre** la caste étroite qui domine et étouffe le pays et **pour** un changement démocratique qui portera un

1. *Le Socialisme pour la France*, p. 205.

coup sévère à cette caste en réalisant des réformes profondes.
C'est du même coup une union de combat, car elle ne peut atteindre ses objectifs que dans une lutte de classe résolue et opiniâtre contre l'oligarchie installée à la tête de l'économie et de l'Etat.

Fait historique essentiel, la division de la société en classes n'en est pas moins un phénomène temporaire. Les classes n'ont pas toujours existé, elles n'existeront pas toujours. A l'origine de l'histoire humaine, on ne pouvait guère distinguer que des groupes d'hommes ; il n'existait pas d'opposition de classe.
Progressivement, l'humanité apprit à produire plus qu'il n'était nécessaire à sa subsistance immédiate.
Il fut alors possible à un groupe d'hommes distinct du reste de la société de s'approprier le produit du travail des autres, puis les moyens de production. C'est ainsi qu'apparurent les premières manifestations de la

division de la société entre exploiteurs et exploités.
Le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, rédigé par Karl Marx et Friedrich Engels en 1848, commence par ces mots : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes ».

Dans la société capitaliste, la lutte ne cesse de s'aiguiser entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui en sont dépourvus. Nous avons vu (dans le premier chapitre) que les premiers cherchaient à renforcer leur exploitation, à accroître leurs profits, à mettre en valeur leur capital.
« Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure [1]. »
La classe ouvrière combat pour limiter les effets de cette exploitation et pour promouvoir des structures sociales nouvelles.
La lutte des travailleurs a imposé à la

1. Karl Marx, *Salaire, Prix et Profit,* p. 73.

bourgeoisie des reculs dans tous les domaines.
Cependant, une classe au pouvoir ne laisse jamais volontairement sa place à la classe appelée à la remplacer par les nécessités mêmes du développement historique. Il en est ainsi depuis que la société humaine est divisée en classes sociales antagonistes. Seule la lutte de classes permet le passage d'un mode de production à un autre.

Ceci nous conduit à bien comprendre ce qu'est une classe sociale. Dans l'article « La grande initiative » écrit en 1919 [1], Lénine en donne la définition suivante :
« On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc par les modes

1. Lénine, Oeuvres, Editions du Progrès - Editions sociales, tome 29, p. 425.

d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale. »

La notion de classe se définit donc par la possession ou la non-possession des moyens de production, par le rôle que jouent les hommes dans la production, par les moyens d'obtention et la part des richesses acquises.

Il faut se garder de considérer un seul de ces critères pour déterminer une classe sociale, mais les considérer ensemble, dans leurs relations réciproques.

En France, comme dans toute société capitaliste, il existe **deux classes fondamentales**.

La classe ouvrière se compose non seulement du prolétariat des usines, des mines, des chantiers, qui en forment le noyau, mais aussi de l'ensemble des salariés intervenant directement dans la préparation et la mise en œuvre de la production matérielle et qui, à ce

titre, sont producteurs de plus-value.

Complètement dépourvus de moyens de production, ils sont obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes.

La classe ouvrière constitue un ensemble à la fois homogène et diversifié. Le nombre des ouvriers spécialisés (O.S.), sans véritable qualification, grandit. Leur travail est de plus en plus deshumanisé, ils sont les plus durement exploités. Parmi eux, on compte près de 2 millions et demi de travailleurs immigrés.

La classe ouvrière est une classe en croissance : on comptait 8 millions d'ouvriers en 1954, représentant 40,3 % de la population active. Vingt ans plus tard, en 1974, on en dénombre 9 800 000, soit 44,4 % de la population active.

Loin de se réduire, la classe ouvrière constitue la masse essentielle des travailleurs salariés.

La bourgeoisie est caractérisée comme la classe des propriétaires des moyens de production et d'échange. Elle exploite le



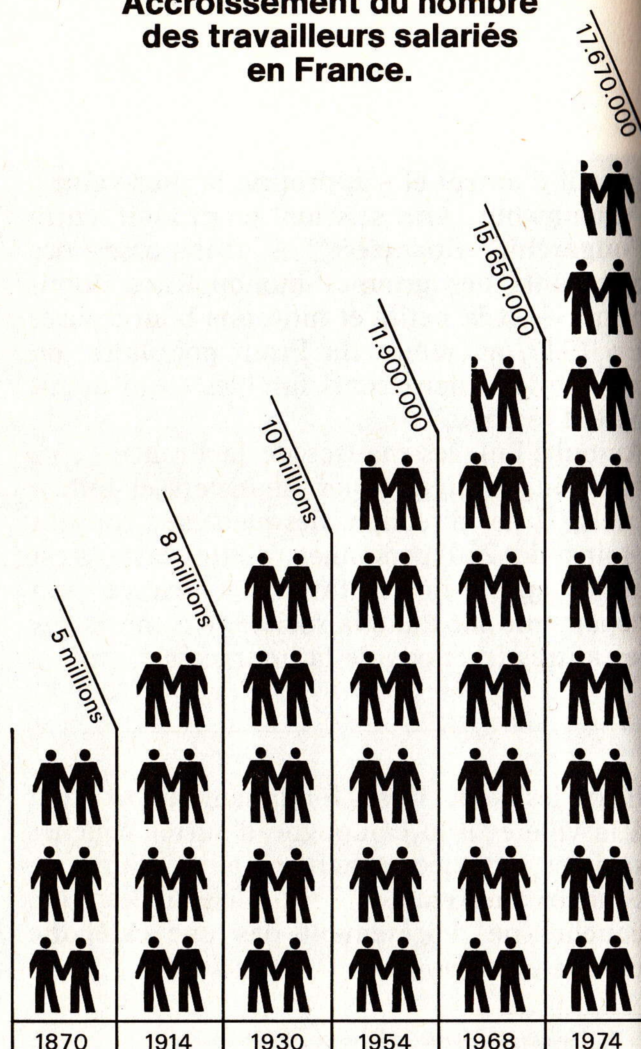
La classe ouvrière constitue la masse essentielle des salariés.

travail d'autrui et s'approprie la plus-value. Aujourd'hui, une scission se produit entre **l'oligarchie financière** — composée des dirigeants des groupes monopolistes dominants — et la petite et moyenne bourgeoisie. En 1936, au temps du Front populaire, on parlait des « deux cents familles » qui dominaient le pays.

Aujourd'hui, les maîtres de la France [1], ce sont vingt-cinq groupes financiers et industriels, à la direction desquels se trouvent moins de 250 personnes. Cette caste s'est aussi approprié l'Etat. Elle exerce son hégémonie sur toute la société, y compris sur les autres fractions de la bourgeoisie.

Entre les deux classes fondamentales existent à la ville et à la campagne d'autres couches sociales, appelées couches intermédiaires ou **couches moyennes**. Très diversifiées, ces couches ne représentent pas une catégorie unique et homogène.

1. *Le Socialisme pour la France,* pp. 29-31.



Ainsi, de nombreuses catégories de travailleurs, manuels ou intellectuels, jusque-là indépendants, deviennent des salariés.

Il convient donc de distinguer d'abord **les couches intermédiaires salariées.**

Les employés constituent, après la classe ouvrière, le groupe le plus important numériquement. Les employés du commerce, des banques, des services administratifs, etc., ont des conditions de travail et de vie de plus en plus comparables à celles de la classe ouvrière, mais ils ne produisent pas de plus-value.

Avec les progrès des sciences et des techniques, l'activité des ingénieurs, techniciens, cadres[1], enseignants, chercheurs, etc., est de plus en plus nécessaire au développement économique, social et culturel.

Ces travailleurs ne peuvent être assimilés à la

1. Les ITC sont aujourd'hui près de 4 millions, soit 20 % de la population active. Ils représentent 26 % des travailleurs dans la chimie, 30 % dans l'électricité, 50 % dans l'électronique, 60 % dans le pétrole, plus de 75 % dans le nucléaire.

classe ouvrière. Certes, comme elle, ils ne possèdent pas de moyens de production et sont salariés. Mais leurs liens avec la production sont variés, leurs fonctions et leurs situations sont extrêmement diverses.
Quelques-uns d'entre-eux, tels les ingénieurs et techniciens de fabrication, sont producteurs de plus-value et font partie de la classe ouvrière.
Cependant, la plupart des intellectuels salariés ne sont pas dans cette situation. Ils n'en sont pas moins frappés par la domination du grand capital et la crise, à la fois comme citoyens, comme salariés et comme intellectuels.
Il existe donc les bases objectives d'une étroite alliance entre ces couches et la classe ouvrière.

D'autres couches non salariées, comprenant notamment les petits et moyens paysans, les artisans, les petits et moyens commerçants, les professions libérales sont, sous des formes différentes, victimes de la toute-puissance des

monopoles, leur nombre tend généralement à diminuer. C'est le cas également des petits et moyens entrepreneurs.
Ainsi, durant les quinze dernières années, plus de 700000 exploitations familiales ont disparu dans l'agriculture [1]. Selon les experts gouvernementaux, d'ici à 1985, il en disparaîtra encore 5 à 600000.
Plus de 50000 établissements commerciaux ont également disparu de 1960 à 1970. Le nombre total des faillites et liquidations de biens qui avait doublé dans le commerce entre 1963 et 1970, a progressé de 27 % entre 1973 et 1974.
De 1954 à 1966, 127500 artisans (soit 10 % des effectifs) ont été rayés des registres des Chambres des Métiers.

La classe ouvrière force dirigeante des luttes populaires

Notre Parti se détermine toujours par rapport

1. *Quelle agriculture pour la France ?* Editions sociales, pp. 32-33.

à la classe ouvrière, à ses intérêts, à ses objectifs, à son rôle historique.
La classe ouvrière se trouve en effet au centre de **la contradiction fondamentale de la société** qui oppose exploités et exploiteurs. Elle crée la plus-value que s'accaparent les capitalistes.
C'est en tant que classe, la seule qui, par nature, peut mener la lutte jusqu'à son terme pour en finir avec cette contradiction fondamentale.
Durement exploitée, elle est la classe qui a le plus intérêt au changement. Son émancipation est incompatible avec le maintien du capitalisme. Elle n'aspire à exploiter aucune autre classe.

Ecartée de tous les centres de décision, exclue de la direction des affaires du pays, la classe ouvrière se retrouve au dernier rang de la société capitaliste. Elle est de plus en plus concentrée dans de grandes entreprises où la pratique de l'action collective qu'elle est contrainte de mener pour freiner l'exploi-

tation capitaliste contribue à élever **sa conscience politique de classe** et à développer l'esprit d'organisation indispensable dans la lutte pour le changement.
Ses intérêts sont radicalement opposés à ceux des forces sociales qui dirigent actuellement le pays.
Elle est amenée à lutter sur tous les terrains, à conduire ses luttes jusqu'au bout, jusqu'à la disparition du système capitaliste, pour faire coïncider son rôle dans la vie publique, économique, sociale, culturelle, avec **la place qu'elle occupe dans la** production des richesses dont elle est spoliée pour l'essentiel. Elle doit en prendre conscience [1] .

Rien de ce qu'elle entreprend ne s'oppose aux intérêts de l'ensemble du peuple.
Dans l'histoire de notre pays depuis plus d'un siècle, il n'y a pas de période de progrès social, de conquêtes démocratiques, de pas en avant dans la sauvegarde de l'intérêt

1. Voir chapitre IV de cette brochure.

national, sans l'entrée en lutte de la classe ouvrière.

Il n'y a pas de progrès pour d'autres couches laborieuses, intellectuels, petits et moyens paysans, qui ne soient appuyés sur le progrès et les luttes de la classe ouvrière.

C'est son combat pour ses droits, pour sa place dans la gestion des affaires du pays, pour de nouvelles conquêtes sociales et politiques qui peut affaiblir le régime monopoliste, l'isoler et permettre de le battre.

Dans les entreprises, sur les lieux mêmes de l'exploitation, la classe ouvrière est confrontée à l'adversaire de classe sur tous les terrains de la lutte économique, politique et idéologique.

Elle doit développer son propre combat pour le succès de ses idées, pour la réalisation de sa politique d'union et d'alliance.

Lorsqu'elle secoue le joug de la politique monopoliste, elle facilite d'autant la lutte des autres couches de la population. Son rôle est décisif dans l'éveil et le rassemblement des forces populaires.





La pratique de l'action collective contribue à élever la conscience de classe.

Dans les entreprises, la fusion entre le rôle révolutionnaire et le rôle national de la classe ouvrière trouve son expression concrète dans les luttes contre le gâchis des forces productives, humaines et matérielles.
Pour toutes ces raisons, la classe ouvrière est le ciment de l'union de toutes les couches victimes de la politique de la grande bourgeoisie.

Au stade du capitalisme monopoliste d'Etat, alors que le grand capital aggrave et élargit son exploitation, où sa domination s'étend à toutes les couches non monopolistes, **le rôle dirigeant de la classe ouvrière** ne va pas en diminuant, mais en se développant. La nécessité d'une large et solide alliance de toutes ces couches avec elle est encore plus évidente. Il y a ainsi de plus en plus de coïncidence d'intérêts — immédiats et à venir — entre la classe ouvrière et l'immense masse de la population laborieuse.

« S'il ne suffit pas d'être ouvrier pour être révolutionnaire et si les révolutionnaires ne sont pas exclusivement des ouvriers, seule comme classe la classe ouvrière peut conduire au succès la lutte révolutionnaire [1] . »
Ce rôle dirigeant de la classe ouvrière ne se décrète pas.
Il découle de sa nature, de sa fonction et de sa place dans la production et dans la société.
A ce rôle dirigeant, le Parti socialiste substitue la notion floue de « Front de classe [2] . »
Cette notion est la négation de la place qu'occupe la classe ouvrière au cœur du système d'exploitation. Elle aboutit à réduire son rôle de force sociale motrice et par voie de conséquence à remettre en cause la possibilité de changement de la société.
« Nous estimons, nous communistes, non seulement que la classe ouvrière a le droit d'être elle-même sans se trouver noyée dans un ensemble indifférencié, mais encore qu'elle joue effectivement un rôle spécifique

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 204.
2. *Idem,* p. 102.

dans le combat pour la démocratie et le socialisme : un rôle d'avant-garde.
Aujourd'hui en France, affirmer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans le combat social, ce n'est pas émettre un vœu, c'est faire tout simplement une constatation [1]. »

Comme on le voit, ce n'est pas à partir d'une vue sentimentale que nous soulignons le rôle de la classe ouvrière. Ce n'est pas non plus parce qu'elle est la classe numériquement la plus forte. La force de la classe ouvrière dans le mouvement historique est infiniment plus grande que sa part dans l'ensemble de la population.
Au long de dizaines d'années de luttes, face à l'exploitation capitaliste elle a développé son combat, s'est acquis une grande expérience, une conscience de classe élevée. Elle s'est donnée de puissantes organisations syndicales et dispose d'un parti politique révolutionnaire : le Parti communiste français.

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 106.

A l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, l'existence du mécanisme unique, du front commun Etat-monopoles confère à toutes les questions revendicatives une portée politique.
Les travailleurs se heurtent quotidiennement à l'appareil **politique** du pouvoir sous toutes ses formes. Les problèmes économiques ont acquis une dimension politique sans précédent. La lutte pour un changement **politique** est aiguë.
Voilà pourquoi il est décisif que les travailleurs puissent, là où ils travaillent, constituer et renforcer leur parti, prendre part grâce à lui à la vie **politique**.
« Voilà pourquoi dans cette question, aucune des difficultés, aucun des problèmes qui ne manquent pas de se poser et qu'il faut régler, comme par exemple celui de l'activité des militants communistes au syndicat et au Parti, ne peuvent justifier le moindre recul devant ce qui est devenu une exigence primordiale de la lutte : développer sur le lieu même du travail l'activité et donc l'organisation du Parti communiste [1]. »

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 110.

Ainsi, loin de « rétrécir la base sociale de l'action » comme le prétendent certains dirigeants socialistes, le combat politique de la classe ouvrière crée toutes les conditions de l'élargissement des luttes démocratiques, antimonopolistes.

Quelles que soient sa puissance et sa détermination, la classe ouvrière ne peut vaincre seule. Elle doit avoir à ses côtés d'autres forces dans la lutte. Mais aujourd'hui, les conditions de cette large alliance, de **l'union du peuple de France** se trouvent décuplées du fait même que les contradictions vont en s'accentuant entre toutes ces forces et la bourgeoisie monopoliste, et que leurs intérêts sont concordants avec ceux de la classe ouvrière et avec les objectifs de son combat.

L'union du peuple de France pour le changement démocratique

A la clôture du XVII[e] Congrès de notre Parti, en juin 1964, Maurice Thorez déclarait :

« Un fil rouge traverse notre histoire : la lutte pour le front unique. »

Dès ses premiers pas, notre Parti combat pour le front unique de la classe ouvrière sur des positions révolutionnaires. Face à la montée du fascisme, il agit dès 1934 pour l'unité d'action avec le Parti socialiste, puis pour le **Front populaire pour le pain, la paix, la liberté**, dont les grandes conquêtes sociales et démocratiques marquent encore notre temps, malgré les atteintes que leur porte le grand capital.

Alors que la politique rétrograde de la réaction remet en cause les acquis du Front populaire, que grandit la menace du fascisme hitlérien, notre Parti lutte pour **l'Union de la Nation française**.

Durant l'occupation nazie, au prix du sacrifice de 75 000 militants, il joue, dès 1940, un rôle essentiel dans la naissance et le développement de la Résistance. Il œuvre pour un **Front national** de toutes les forces patriotiques.

Cependant, après la Libération, l'union



Ce sont les masses qui font l'histoire.

réalisée dans la Résistance cède devant les manœuvres de la bourgeoisie. Elle est rompue en 1947 par le Parti socialiste qui s'engage ouvertement dans la politique de collaboration de classe. Dès lors, malgré tous nos efforts, la division persiste et facilite en 1958 l'avènement du pouvoir personnel. Seul à analyser ce dernier comme l'expression de la domination renforcée des monopoles, notre Parti refuse de « tracer une croix » sur des millions d'électeurs abusés, et, en premier lieu, sur les travailleurs socialistes. Dès son XVe Congrès, en 1959, il définit les grandes lignes du rassemblement antimonopoliste indispensable.

Conjuguant avec persévérance ses explications, ses propositions d'action, ses initiatives, les luttes concrètes pour les faire entrer dans la vie, notre Parti ne cesse de travailler au progrès de l'union, pour de réels changements démocratiques.
En 1962. le mot d'ordre « Marchons côte-à-

côte et frappons ensemble » favorise les premiers rapprochements unitaires.
En 1964, s'appuyant sur ces progrès, notre Parti retient comme tâche principale la réalisation de **l'union de la gauche autour d'un programme de gouvernement**.
Il agit sans relâche pour atteindre cet objectif, pour que les masses s'en emparent.
Le 27 juin 1972, la signature du Programme commun par le Parti communiste et le Parti socialiste, puis par le Mouvement des Radicaux de gauche, crée une situation nouvelle.
Le 19 mai 1974, treize millions de Françaises et de Français, soit plus de 49 % des électeurs, se prononcent pour la mise en œuvre (par un gouvernement d'union à participation communiste) d'une politique fondée sur les grands objectifs du Programme commun.
C'est un événement sans précédent, d'une portée considérable.

Ainsi donc, si le Programme commun existe, si le mouvement populaire qui le soutient est

parvenu au seuil de la majorité, si l'union de la gauche se maintient sur des bases claires malgré les efforts de la grande bourgeoisie, c'est grâce à l'initiative et à la persévérance unitaires de notre Parti.
Mais les résultats de l'élection présidentielle n'indiquent pas du tout que la France serait divisée en deux moitiés aux intérêts diamétralement opposés.
La vraie ligne de partage se situe entre, d'une part, la petite caste qui domine l'économie et l'Etat, et d'autre part l'immense masse de ceux qui vivent de leur travail et servent le pays, de toutes les victimes des monopoles.
Les couches sociales que nous souhaitons voir se rassembler dans l'union du peuple de France ont des intérêts essentiels communs. Elles ont aussi des intérêts particuliers qui ne sont pas en règle générale contradictoires entre eux. Elles peuvent s'unir solidement et agir ensemble pour le changement politique dans la mesure où elles y trouvent la réponse à leurs aspirations, à leurs intérêts. Elles n'en sont pas moins différentes. Elles ont leur nature propre, leur originalité, leur rôle spécifique. L'Union aujourd'hui, le pays

demain, lorsque cette union aura triomphé, ont besoin de tous ces apports originaux. Ils s'enrichissent de cette diversité.

Dans l'union du peuple de France, aux côtés de la classe ouvrière, doit se retrouver la masse des salariés et notamment les employés les ingénieurs, techniciens et cadres, à l'exception de ceux qui appartiennent en fait à la grande bourgeoisie.

Dans l'union du peuple de France doivent se retrouver les paysans, mis à part une poignée de gros agrariens. La classe ouvrière, le pays ont intérêt à donner à ces paysans les moyens de développer une agriculture française prospère.

Dans l'union du peuple de France ont leur place les intellectuels de toutes disciplines. Leur activité crée pour la nation des richesses, des valeurs irremplaçables. Elle contribue, dans des domaines où personne ne peut le faire à leur place, à frayer les chemins de l'avenir.



 Touchés eux aussi par la crise et de plus en plus dans la lutte.



Dans l'union du peuple de France, les couches moyennes traditionnelles (artisans, petits commerçants, petits et moyens entrepreneurs) ont également leur place. Elles jouent un rôle utile. Le socialisme que nous voulons aura besoin d'elles.
Les intérêts de ces couches ne sont pas toujours identiques à ceux des ouvriers. Notre Parti prend toujours la défense de ces derniers.
Cependant, **dans l'union du peuple de France**, les couches moyennes trouveront la solution à des problèmes pressants d'aujourd'hui, des garanties durables pour leur avenir.

La diversité n'est pas seulement sociale. Elle est aussi philosophique et politique.
Notre Parti conçoit l'union du peuple de France comme le rassemblement — dans le respect de leur libre expression — des multiples courants de pensée, des familles spirituelles qui reflètent l'histoire et la réalité de la nation française et concourent à son progrès.

Les intellectuels dans les luttes : une place grandissante.

Le rapprochement des communistes et des chrétiens prend à cet égard une importance nouvelle dans notre pays. Les conséquences économiques et sociales de la crise entraînent ensemble travailleurs chrétiens et athées dans les luttes quotidiennes.
De plus en plus nombreux sont les chrétiens qui jugent qu'une société fondée sur l'exploitation de l'homme et soumise à la loi du profit est incompatible avec les exigences de leur foi. Ils donnent à celle-ci une expression qui les fait participer à l'action pour le changement démocratique, pour le socialisme.
Sans rien abandonner de leur croyance, de leur pratique religieuse, certains font même le choix de militer dans notre Parti.
La vie démontre ainsi que les différences de conceptions philosophiques entre marxistes et chrétiens n'interdisent aucunement l'action commune de ceux qui, croyant en Dieu ou non, sont animés par la volonté de préparer et d'édifier ensemble une société plus humaine.

L'union du peuple de France, c'est aussi le rassemblement de tous les démocrates, de

tous les patriotes, de tous ceux qui sont attachés à la défense et au progrès des libertés. De tous ceux qui, fidèles à la grandeur, à l'indépendance et à la sécurité de la France, réprouvent une politique qui met en péril les intérêts nationaux.
« Nous ne partageons pas le point de vue de ceux qui estiment que la nation est un « concept dépassé ». La nation, au contraire, est une réalité, encore jeune, riche de potentialités pour une part encore étouffées sous la domination de classes de la grande bourgeoisie [1] . »
Il ne peut y avoir de liberté pour les Français sans liberté pour la France. L'indépendance nationale est une grande revendication de notre temps.

Ainsi, le concours de chacune des composantes de cette large union fera d'elle un irrésistible mouvement populaire et national, fondé sur l'alliance, autour du Programme commun.

1. Georges Marchais, *Le défi démocratique*, p. 215.

Cette alliance s'exprimera dans l'union des partis de gauche et la participation multiforme des organisations syndicales, professionnelles, sociales, familiales, etc.
La pluralité, l'indépendance et l'originalité de toutes les composantes de l'union du peuple de France ne sont pas un obstacle à son développement, à ses progrès et à ses succès, elles sont au contraire un facteur de sa puissance, de son élan, de sa victoire, dès lors qu'elles agissent ensemble pour le succès des objectifs communs.

Notre Parti s'est prononcé clairement pour une coopération solide, loyale et durable entre les partis démocratiques, dans le pays et à la direction des affaires du pays.
Cette coopération, fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, ainsi que sur le respect des engagements communs, nous ne la préconisons pas seulement pour aujourd'hui, mais aussi dans la France socialiste.
L'union de la gauche est l'axe du rassemblement de toutes les forces populaires. Nous voulons sans cesse la consolider, l'étendre, en

élever la qualité. Mais il faut bien voir que **le combat pour l'union est un combat permanent.**

L'union est un combat

La coopération entre partis démocratiques est dans notre pays une condition du succès de la lutte pour changer la société.
Mais elle est en même temps un élément de cette lutte. L'union de la gauche, ce n'est pas un contrat dont la simple signature garantirait l'application.
Elle est un combat permanent, pour deux raisons liées entre elles.
En premier lieu, parce que la bourgeoisie ne se résout jamais à l'union des forces ouvrières et démocratiques, et mène une lutte incessante, avec tous les moyens dont elle dispose, pour la briser.
En second lieu, parce que cette pression ne reste pas sans écho au sein du Parti socialiste.

Ces questions capitales méritent réflexion.

Il ne suffit pas que l'union soit indispensable et possible pour qu'elle se réalise. L'intérêt commun de tous les ouvriers, la fécondité de l'alliance entre la classe ouvrière et les autres couches sociales qui souffrent de la domination des monopoles, ce sont-là des réalités.
Mais autre chose est l'évidence de ces réalités dans la conscience des masses.
« La conviction de la nécessité de combattre contre le capitalisme, pour le socialisme, et d'unir toutes les forces dans ce combat, cette conviction ne peut être le fruit d'un mouvement spontané, mais seulement de l'explication politique convaincante et tenace [1] . »
Il en est ainsi parce que le développement du capitalisme nourrit constamment des causes d'union et des causes de division.
Souvent, le même aspect du capitalisme fait naître des conditions favorables au progrès des idées révolutionnaires, *et, en même temps*, des idées qui vont dans le sens de la collaboration de classe.

1. Etienne Fajon, *L'Union est un combat,* pp. 15-16.





Le Front populaire, le programme commun, des moments importants de l'intervention des masses pour l'union.

L'achat et la vente de la force de travail entretiennent une certaine concurrence entre les ouvriers. En outre, les capitalistes, en diversifiant leurs conditions de rémunération et de travail, en payant des salaires différents pour une même qualification, en créant des discriminations au préjudice des femmes par rapport aux hommes, des jeunes par rapport aux adultes, des travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs français, interviennent pour approfondir la division entre les travailleurs. Ils s'évertuent à opposer entre elles les catégories de salariés : les ouvriers et les employés, les O.S. et les ouvriers professionnels, les cadres et les autres.

L'exploitation capitaliste pèse sur tous les ouvriers qui ont des intérêts de classes communs, qu'il s'agisse de revendications immédiates, de changements démocratiques ou de la suppression même de l'exploitation. C'est là une base fondamentale et puissante de l'union qui a tendance à dominer.

Autre aspect du problème : la concentration capitaliste rassemble les travailleurs dans de grandes entreprises, ce qui contribue à élever leur esprit révolutionnaire .

Elle transforme en ouvriers, par dizaines de milliers chaque année, des paysans et d'autres producteurs indépendants. Nombre d'entre eux conservent et propagent honnêtement dans leur nouvelle classe, pour un temps, leur esprit individualiste et leurs illusions.

Le capitalisme moderne engendre sans cesse de nouveaux ouvriers, mais il augmente aussi sensiblement la population salariée non prolétarienne, dont une partie ne perçoit pas clairement, d'emblée, l'opposition entre ses intérêts véritables et ceux des exploiteurs.

Enfin les catégories sociales non salariées, les classes moyennes traditionnelles ne conçoivent pas automatiquement l'existence d'une communauté d'intérêts entre elles et les travailleurs salariés. Les difficultés croissantes que leur apporte le régime actuel tendent, certes, à les dresser contre le capital, mais le fait qu'elles détiennent de modestes moyens de production ou d'échange entre-

tient parmi elles l'idée confuse d'une solidarité avec lui.

D'autres facteurs exercent également leur influence. L'Etat intervient de plus en plus dans maints domaines qui touchent toutes les catégories sociales : fixation du SMIC des salaires du secteur public, prix et impôts, enseignement, santé, logement, transports, etc. Il prend ainsi une apparence de gestionnaire des intérêts de la nation tout entière, une apparence d'arbitre au-dessus des classes.

Mais en même temps, ses liens étroits avec les monopoles et son caractère autoritaire sont de plus en plus perceptibles.

Cela nourrit le mécontentement et les luttes qui convergent contre lui. Cela constitue un puissant levain unitaire.

Ainsi, les bases objectives de l'union du peuple de France se renforcent considérablement.

Mais il faut bien voir que les idées répandues par la grande bourgeoisie en vue de

sauvegarder son régime trouvent un terrain perméable dans une partie de la population non ouvrière et, à un degré moindre, jusque dans les rangs de la classe ouvrière elle-même.

La propagande bourgeoise exalte la communauté d'intérêt qui existerait entre les exploiteurs et les exploités, entre les profiteurs et leurs victimes. D'où les campagnes du pouvoir et du patronat sur la « participation », sur la « concertation » entre « partenaires sociaux ».

Selon cette propagande, la condition du progrès social et du changement ne serait pas la lutte contre le capitalisme, mais l'effort et la productivité du travail de tous, la part de chacun dépendant du volume global du gâteau à partager. Pour sortir de la crise actuelle, il suffirait d'accentuer l'austérité et les sacrifices pour franchir ensemble un moment difficile.

Ainsi est propagée constamment, sous les formes les plus diverses, dans la classe ouvrière et l'ensemble du peuple, l'idéologie de collaboration de classe avec la grande bourgeoisie. Il s'agit de rallier le plus grand

nombre possible de travailleurs à la pratique de cette collaboration.
Comme nous le voyons, le réformisme est profondément enraciné dans les conditions mêmes de l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie, quant à elle, fait tout pour maintenir la conscience des travailleurs dans ce mirage d'un changement possible des rapports sociaux en accord avec le grand capital.

Dans les conditions de l'approfondissement de la crise et alors que son pouvoir ne dispose plus que d'une base politique étroite, la grande bourgeoisie s'efforce tout à la fois d'assurer le maintien de celui-ci, d'élargir son influence et de créer les conditions pour que le Parti socialiste retourne aux pratiques de la collaboration de classe et prolonge de la sorte le règne du grand capital.
Son calcul à cette fin repose sur le fait que le Parti socialiste demeure un parti réformiste. Cela tient à son histoire, à son absence de cohérence théorique, à la conception sociale

non prolétarienne de ses directions, à une longue pratique de collaboration avec la droite qui continue à marquer les habitudes, notamment chez les élus.
En signant le Programme commun, le Parti socialiste s'est écarté de la collaboration de classe, mais il ne s'en est pas arraché. Il reste sensible à la pression de la bourgeoisie, aux pressions internationales qui s'exercent contre l'union, en particulier celle du Parti social-démocrate de l'Allemagne occidentale qui, comme d'autres partis socialistes d'Europe, gère les intérêts du grand capital.

Notre Parti doit poursuivre la lutte idéologique et politique contre les idées et pratiques réformistes. C'est dans ces conditions que nous sommes conduits à critiquer le Parti socialiste chaque fois que son comportement favorise les manœuvres de la bourgeoisie contre l'union, contre le Programme commun, contre notre Parti.
Ces manœuvres ne peuvent être déjouées

qu'avec le concours et par l'intervention des travailleurs, des démocrates eux-mêmes. L'union est leur affaire.
C'est pourquoi, lorsque des obstacles se dressent sur le chemin de l'union, les communistes considèrent de leur devoir d'en appeler à la classe ouvrière, à l'opinion démocratique.
« L'union dont les travailleurs ont besoin est une alliance de combat, ayant pour objectif de mener une lutte résolue et sans compromission, aujourd'hui contre le pouvoir et demain pour l'application du Programme commun [1]. »

Pour que l'union soit préservée, consolidée, élargie, pour qu'elle devienne réellement une alliance de combat, il est nécessaire que grandisse encore l'influence de notre Parti.
« Pour une union forte, il faut un Parti communiste fort [2]. »
La possibilité d'appliquer le Programme

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 210.
2. Idem, p. 116.

commun, de construire le socialisme en France, est liée à la capacité du Parti communiste d'exercer dès aujourd'hui, une **influence dirigeante dans le mouvement populaire.**
Exercer une influence dirigeante, c'est ce que notre Parti a fait concrètement par exemple, en parvenant au Programme commun, en gagnant d'autres forces à une juste attitude à l'égard des groupes gauchistes, en amenant nos partenaires à refuser les sacrifices pour les travailleurs et à développer la lutte, en faisant progresser l'idée de nationalisation.
Notre Parti ne craint pas l'émulation.
Fidèle aux engagements pris, il a toujours conformé ses actes à ses déclarations. Il est le seul en France à n'avoir jamais porté atteinte aux libertés.
Le XXII[e] Congrès de notre Parti, en adoptant le document « *Ce que veulent les communistes pour la France* », a mis en relief *trois grandes forces de changement :*

— **La classe ouvrière** force dirigeante dans la lutte pour la transformation de la société.

— **L'union du peuple de France**, c'est-à-dire les larges masses populaires prenant en

main leur propre cause et luttant ensemble pour la faire triompher ensemble.

— **Le Parti communiste français** parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Nous consacrons au Parti le quatrième et dernier chapitre de cette publication.

le parti communiste français, parti d'avant-garde

Notre peuple a besoin d'un parti d'avant-garde

« Pour faire une grande politique, il faut un grand parti. Pour faire une politique de changement, il faut un parti du changement, du changement réel. Pour faire une politique conforme aux intérêts des travailleurs, il faut un parti des travailleurs. Et pour triompher des obstacles, il faut un parti qui lutte avec détermination et ténacité, un parti révolutionnaire résolu à ne jamais composer avec la réaction, l'exploitation et l'oppression [1]. »
L'expérience montre à l'évidence que rien ne peut changer sans les communistes.
En effet, si les travailleurs et leurs familles voient s'aggraver leurs conditions d'existence, si l'autoritarisme règne, si l'indépendance nationale est mise à mal, c'est parce que la droite réactionnaire gouverne le pays avec le républicain indépendant Giscard d'Estaing, l'U.D.R. Chirac et le « centriste » Lecanuet.
Depuis bientôt trente ans, tous les partis — y

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 130.

compris les partis de gauche à l'exception du parti communiste — se sont succédé au pouvoir. Chacun peut voir à quoi cela a abouti. Chacun peut vérifier que si les choses vont mal, c'est parce que la classe ouvrière et son Parti communiste ont été tenus à l'écart des responsabilités et des décisions et qu'ainsi a pu être poursuivie une politique contraire aux intérêts des travailleurs et de la nation.

Le Parti communiste est le seul qui a, en toutes circonstances, refusé de gérer les affaires du grand capital, qui a toujours appelé les travailleurs à lutter contre la soumission, la résignation, la collaboration des classes.
Il est le seul à avoir combattu de tous temps la répression, les atteintes aux libertés, le pouvoir personnel.
En tant que parti, il est le seul à s'être dressé contre les guerres coloniales, contre tous les abandons de l'indépendance nationale.
Il a su entraîner dans ces luttes, avec patience et détermination, des masses profondes de



notre peuple. Actuellement, alors qu'il s'agit de sortir le pays de la crise, d'assurer son renouveau démocratique et d'avancer vers le socialisme, **l'existence du Parti communiste français, le renforcement de son influence et de son activité sont des facteurs déterminants.**

La classe ouvrière doit posséder son organisation politique indépendante.
Pourquoi en est-il ainsi ?
Pour répondre correctement à cette question, il nous faut revenir sur un problème capital : **le rôle historique de la classe ouvrière.**
La classe ouvrière étant la classe la plus directement exploitée, personne n'est plus intéressé qu'elle à en finir avec l'exploitation capitaliste, à instaurer de nouveaux rapports de production, à bâtir une société nouvelle sans exploiteurs ni exploités : le socialisme.
Mais une telle société ne se créera pas toute seule. Comment y parvenir ? Comment convaincre l'immense majorité de notre peuple de sa nécessité ? Quel socialisme pour

la France ? Comment définir la voie à suivre, les étapes à franchir, les moyens à mettre en œuvre ? A quel moment du combat sommes-nous ? Quels alliés peut gagner la classe ouvrière ? Comment les rassembler ? Quelles luttes faut-il conduire pour cela ? Sur quels objectifs ?

Autant de questions essentielles qui soulignent la nécessité absolue pour la classe ouvrière de posséder, de se forger dans les luttes **son organisation politique indépendante** fondant son analyse et son action sur une conception scientifique du mouvement de la société.

« Il est un élément de succès que le parti possède : il a le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir [1] »

De par sa place dans la production, la classe ouvrière est amenée à jouer **effectivement** un rôle révolutionnaire.

Cela ne signifie pas qu'elle accède de manière

1. Karl Marx : « Adresse inaugurale de l'association internationale des travailleurs ».

spontanée à la conscience de ce rôle historique.

Le fait de vivre durement l'exploitation capitaliste ne conduit pas automatiquement à la connaissance des causes profondes de cette exploitation, des moyens et des voies de sa suppression.

La lutte des classes revêt des aspects complexes. Ainsi des travailleurs luttant dans leur entreprise pour des revendications immédiates ne découvrent pas spontanément leur communauté d'intérêts avec les travailleurs d'autres entreprises.

On peut avoir compris la nécessité du combat contre les patrons en vue d'arracher certaines revendications, mais pas forcément le régime capitaliste lui-même, sa contradiction fondamentale, le rôle actuel de l'Etat, les causes profondes de la crise de la société française.

Tous les ouvriers ne sont pas d'emblée persuadés que la lutte politique doit-être conduite dans l'entreprise. La conscience politique de classe ne s'acquiert pas spontanément au travers de la seule expérience, encore moins des seules luttes économiques.

L'idéologie bourgeoise qui pénètre largement parmi les travailleurs présente les rapports de production capitaliste comme éternels, naturels. Durant des décennies, le mouvement ouvrier a été influencé par l'idée que la lutte économique et l'action syndicale pouvaient suffire à tout, par la méconnaissance du rôle de la classe ouvrière comme force révolutionnaire, par la conception des « minorités agissantes ». La conscience d'une opposition radicale et absolue entre exploiteurs et exploités a été longue à se frayer un chemin parmi les travailleurs.

C'est le marxisme qui a mis en relief le rôle politique historique de la classe ouvrière.
Le socialisme scientifique de Marx et Engels, développé et enrichi ensuite par Lénine, puis par l'immense expérience des partis communistes et ouvriers, nous rappelle constamment **la nécessité d'un parti révolutionnaire**, capable en toutes circonstances :
— de mettre au premier plan les intérêts

fondamentaux de la classe ouvrière, son rôle historique de classe révolutionnaire ;
— de déterminer et de favoriser, à partir de l'analyse concrète de la réalité concrète, les alliances qui sont nécessaires ;
— de promouvoir la coopération des partis et organisations démocratiques, non pas abstraitement, hors de la vie, mais à la fois comme résultat des luttes de masses et comme moyen d'un développement de ces luttes.

Aujourd'hui, la crise de la société française — dont nous avons montré la profondeur et la complexité — élargit considérablement les tâches dévolues au Parti d'avant-garde sur l'ensemble des trois fronts : économique, politique et idéologique.
Plus s'étend et se développe le mouvement des masses pour des changements démocratiques et plus devient nécessaire un haut niveau de conscience dans ce mouvement.
Le XXII[e] Congrès de notre Parti a souligné que les transformations exigées par la société ne peuvent être accomplies que dans la

mesure où le Parti communiste exerce une **influence dirigeante** dans le mouvement populaire.
C'est parce qu'il est l'expression consciente de l'antagonisme entre la classe ouvrière et le grand capital que le Parti communiste est à la fois le plus lucide dans le combat contre toutes les formes de collaboration de classes et le plus apte à proposer de larges alliances.
C'est parce que son analyse reconnaît le rôle historique de la classe ouvrière et les bases objectives de son alliance avec les autres couches sociales non-monopolistes que le Parti communiste possède la plus grande largeur de vue et les plus grandes capacités de rassemblement.

La conscience claire des nécessités et des possibilités d'une transformation des structures économiques et politiques ne peut être que le résultat de l'intervention d'une avant-garde révolutionnaire.
Cette intervention du Parti communiste a pour objectif de développer dans les masses populaires la conscience révolutionnaire

indispensable à la participation active des travailleurs et du peuple aux transformations démocratiques et révolutionnaires.

Ainsi se dessinent — sans se confondre — le rôle de l'avant-garde et le rôle des masses populaires. Le Parti étant avec les masses, il ne saurait pour autant se confondre avec elles. Il éclaire leur combat. Parti d'avant-garde, le Parti communiste est un parti de rassemblement.

On comprend mieux ainsi pourquoi la mise en œuvre effective de la politique du Programme commun dépend de la force de notre parti au sein de la gauche unie, pourquoi la possibilité de construire le socialisme en France est liée à sa capacité d'exercer une influence dirigeante dans le mouvement populaire.

« Jouer leur rôle d'avant-garde, c'est pour les communistes savoir prendre les initiatives nécessaires pour éclairer les travailleurs et les

masses populaires, les entraîner à l'action pour la défense de leurs intérêts et pour le changement démocratique. C'est s'employer à faire converger les luttes des forces ouvrières, démocratiques et nationales. C'est s'attacher à préserver et à élargir l'union, une union combative et loyale. C'est aussi exercer son droit et son devoir de libre critique, quand c'est nécessaire, pour élever la capacité de lutte des forces populaires [1] . »

L'affirmation du rôle d'avant-garde de notre Parti ne procède d'aucun intérêt égoïste, de domination. Il ne s'impose pas d'une façon autoritaire, administrative.

Le Parti communiste français entend exercer **une influence dirigeante réelle** par sa capacité de réflexion et d'analyse dans une saine émulation.

Si nous entendons respecter la personnalité des différents courants du mouvement populaire, nous entendons également **mettre clairement en relief devant les travailleurs et le pays ce qui distingue le Parti communiste**, et avant tout son action tout entière au service

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 214.

de la classe ouvrière, de la nation et de la fraternité entre les peuples.

Le Parti communiste se distingue précisément de tous les autres partis parce qu'il possède des caractéristiques qui lui permettent de conduire effectivement le combat de la classe ouvrière et du peuple, d'être leur avant-garde.

Les caractéristiques fondamentales du parti d'avant-garde

Le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut être défini uniquement en fonction de ses liens avec celle-ci. Se limiter à cette définition serait insuffisant : on sait par exemple que la social-démocratie, avant la Première Guerre mondiale était liée à la classe ouvrière. Elle a pourtant fait faillite en 1914. Lénine a souvent mis l'accent sur les deux conditions qui permettent de définir véritablement un parti révolutionnaire : c'est la théorie révolutionnaire et un lien vivant avec la classe révolutionnaire.

Lénine a résumé sa pensée dans cette formule : « Seul un parti guidé par une

théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde[1] . »

Le parti possède une théorie scientifique.
Cette théorie se fonde sur les lois du développement de la société et de la lutte des classes. Dans leur *Manifeste du Parti communiste,* rédigé en 1848, Marx et Engels soulignaient clairement : « Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.
Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux[2] . »
Inséparablement conception du monde, connaissance des lois du développement de la société et méthode pour l'action, cette théorie scientifique se vérifie dans la pratique, dans ce qui est vécu par les masses populaires.
Elle se nourrit de l'avancement des connaissances et de l'expérience du socialisme existant, elle prend en considération l'évolution de la réalité sociale, les événements internationaux, les luttes des peuples.
Ce n'est donc pas un catalogue de recettes toutes faites.
Loin de nous détourner de l'étude approfondie de chaque situation concrète, notre théorie nous permet de mieux saisir celle-ci dans sa complexité et son originalité. Nous nous efforçons constamment de discerner ce qui est nouveau et ce qui a cessé d'être valable et ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Nous veillons avec soin à corriger les erreurs commises que l'expérience révèle. Car il ne s'agit pas de ressasser des règles inefficaces parce que trop générales ou inactuelles, mais de déterminer le comportement le mieux adapté à chaque cas.
Il n'y a pas d'autre parti en France qui déploie un tel effort créateur.

«Ce progrès constant de la pensée collective du Parti réclame des communistes qu'ils allient la fermeté sur leurs principes au mouvement de la vie. Le Parti veille à en faire le bien de tous les communistes par un effort

1. Lénine : Oeuvres, « Que faire », tome 5, p. 377.
2. Marx-Engels : *Manifeste du Parti communiste,* Editions sociales 1975, p. 46.

soutenu d'éducation, en particulier des nouveaux adhérents[1] . »

Parce qu'il reconnaît — pas seulement en paroles, mais en actes — le rôle historique de la classe ouvrière, parce qu'il discerne correctement la place que tient cette dernière au cœur même de l'exploitation capitaliste, notre Parti fonde toute son action sur cette classe révolutionnaire. Il défend résolument ses intérêts et s'efforce de rassembler autour d'elle l'ensemble des masses populaires.

Notre Parti établit un rapport étroit entre les objectifs de la lutte quotidienne et la nécessité de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et les représentants des travailleurs.

Par les luttes revendicatives, les travailleurs limitent les effets de l'exploitation capitaliste et mettent en évidence les oppositions de classe.

Le passage de la lutte revendicative à la lutte

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 217.

pour l'abolition de l'exploitation a pour condition la pénétration dans les masses des explications et des perspectives politiques du Parti afin de permettre à la classe ouvrière de s'élever à la conscience politique.

Il n'y a pas opposition, mais relations étroites entre lutte économique et lutte politique. Cette attitude de principe a créé les conditions d'un mouvement révolutionnaire de masse qui rompt avec les conceptions réformistes d'aménagement du capitalisme et avec certaines formes gauchistes de mépris pour les revendications économiques.

Le Parti s'emploie à grouper dans ses rangs les éléments les plus conscients, les plus dévoués et les plus combatifs de la classe ouvrière.

Il est l'émanation réelle de la classe ouvrière, ce qui implique un rôle déterminant des militants ouvriers à tous les échelons de direction, un effort principal porté d'abord vers les entreprises.

La place de ces véritables cadres politiques issus de la classe ouvrière exprime le niveau de conscience atteint à un moment donné par cette classe tout entière.

Une telle conception ne conduit à aucun ouvriérisme, à aucune étroitesse à l'égard des paysans travailleurs, des artisans et petits commerçants, des intellectuels. Le courant réformiste considère ces derniers comme des notables et les traite comme tels. Les communistes ont une conception beaucoup plus élevé du rôle des intellectuels : leur travail spécifique, leurs propres besoins et les besoins objectifs de la nation leur ouvrent une large place - toute leur place - à tous les niveaux dans le Parti.

Le Parti communiste définit et applique souverainement sa politique à partir des intérêts de la classe ouvrière et du peuple de France. En même temps, il est pleinement solidaire des luttes que les autres peuples mènent pour le progrès et la liberté, pour le socialisme. Il tire enseignement de leur expérience.

Il s'estime responsable, à la fois devant les travailleurs et le peuple de France et devant le mouvement international.

« La classe ouvrière internationale et les peuples ont un même adversaire, l'impérialisme, qui entend maintenir sa domination là où il règne encore et tenter de reconquérir des positions perdues. Chaque victoire contre l'oppression et la réaction, chaque succès dans la construction du socialisme est un coup porté à l'adversaire commun et favorise la lutte dans notre propre pays [1] . »

Dans cette solidarité réciproque s'exprime **l'internationalisme prolétarien** qui unit au même titre tous les partis communistes. Il est par nature indivisible ce qui lui confère un caractère universel.

Ensemble, dans l'indépendance et l'égalité des droits, les partis communistes constituent un puissant mouvement communiste mondial qui, en raison même de ses progrès, ne peut plus être une organisation centralisée soumettant chaque parti à des décrets contraignants, à une loi uniforme.

Comme l'ont dit ensemble les partis communistes lors de leur conférence internationale en 1969 :

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 218.

« Les divergences mêmes qui surgissent sur telle ou telle question ne doivent pas faire obstacle à une prise de position conjuguée des partis frères sur le plan international, surtout quand il s'agit des problèmes fondamentaux de la lutte anti-impérialiste ».
La solidarité internationaliste fut en 1920 l'une des bases sur lesquelles fut fondé le Parti communiste français. A notre époque, en avançant sur la voie démocratique au socialisme, en préparant la victoire du socialisme aux couleurs de la France, notre Parti apporte sa contribution essentielle à la mise en œuvre du véritable internationalisme.

Le centralisme démocratique

Toutes les caractéristiques que nous venons d'évoquer — prises dans leur ensemble — font bien apparaître le Parti communiste français comme **le produit de la rencontre du marxisme-léninisme avec le mouvement ouvrier.**
C'est parce qu'il est le seul parti possédant toutes ces caractéristiques qu'il a pu con-



Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène.

duire, depuis plus d'un demi-siècle, avec efficacité, les luttes des travailleurs et du peuple.

Il est devenu un parti révolutionnaire d'avant-garde, **une grande force au service du changement** démocratique, de l'avance vers le socialisme.
La transformation révolutionnaire de la société exige une organisation active, influente, forte de son unité et plongeant profondément ses racines parmi les masses populaires et d'abord dans la classe ouvrière.
La conception d'organisation du parti d'avant-garde est donc **une question de principe,** et non de circonstances.
Pour être lié aux masses, favoriser leur prise de conscience, pour apprécier avec elles, parmi elles, la portée de nos interventions, le Parti a besoin d'une structure d'organisation qui permette l'union de la théorie et de la pratique, c'est-à-dire qui soit en mesure, à tout moment, d'analyser les faits à la lumière du marxisme, de vérifier dans la réalité sociale la validité de l'élaboration de notre théorie et de l'enrichir des développements nouveaux nés de sa mise en application.

En ce sens, les principes d'organisation du parti révolutionnaire sont inséparables de son rôle d'avant-garde.

Le centralisme démocratique constitue le principe fondamental sur lequel repose la vie intérieure du Parti.
Au premier abord, centralisme et démocratie peuvent apparaître comme des notions contradictoires.
Nous allons vérifier que loin de s'opposer, elles se complètent, se renforcent l'une l'autre.
Leur conjonction donne au Parti une vie intérieure très riche qui trouve son prolongement dans un renforcement de son unité de pensée et d'action. Les principes du centralisme démocratique sont les suivants :
1. — **Chaque communiste participe à l'élaboration de la politique du Parti.**

Chaque adhérent a en effet le droit et le devoir d'exprimer et de défendre ses opinions, ses critiques, ses suggestions.
Le Parti bénéficie ainsi des expériences



diverses de chacun de ses membres et peut alors saisir la réalité sociale dans tous ses aspects.

« Chez nous, la discussion est large, libre et sérieuse, la vie démocratique intense[1]. »

Cette vie démocratique favorise à la fois l'élaboration d'une politique juste, l'unité de tous les communistes autour de cette politique et l'action pour la mettre en œuvre.

Une fois la discussion achevée, les décisions prises par la majorité sont applicables par tous.

Ceux qui ont émis un avis différent ont le droit de conserver leur opinion, mais ils ont le devoir, en même temps, de se conformer à la volonté majoritaire.

Le respect de cette règle apporte aux travailleurs, aux masses populaires, la garantie que les actes des communistes correspondent à leurs déclarations et donc que le Parti demeure fidèle à ses engagements.

On sait qu'il en est tout autrement dans les autres partis politiques.

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 137.

La discussion est large, libre et sérieuse.

---

2. — **Les organismes dirigeants aux différents échelons du Parti sont élus démocratiquement** par les assemblées de cellules, les conférences de sections et de fédérations, le congrès.

Notre Parti repousse à la fois le culte de la personnalité et la négation anarchisante du rôle des dirigeants.

L'activité des dirigeants élus est fondée sur les règles de la **direction collective** qui permet une large confrontation des idées, mais aussi la correcte application des décisions prises.

La direction collective implique **un esprit de responsabilité personnelle** chacun des dirigeants — promu avec la seule considération de ses capacités et de son dévouement — se sentant pleinement partie prenante des décisions adoptées par le collectif.

---

3. — **Les directions élus responsables devant leurs mandants doivent rendre compte régulièrement de leur activité.**

Cela suppose une intense circulation des informations, des idées et des propositions de

la base au sommet, et inversement. Cela suppose également l'élévation du niveau idéologique des membres du Parti.

Les communistes attendent à juste titre de leurs dirigeants qu'ils assument leurs responsabilités avec tout l'esprit d'initiative et la fermeté nécessaires dans les conditions complexes du combat de classe. Ils failliraient à leurs devoirs s'ils ne le faisaient pas.

---

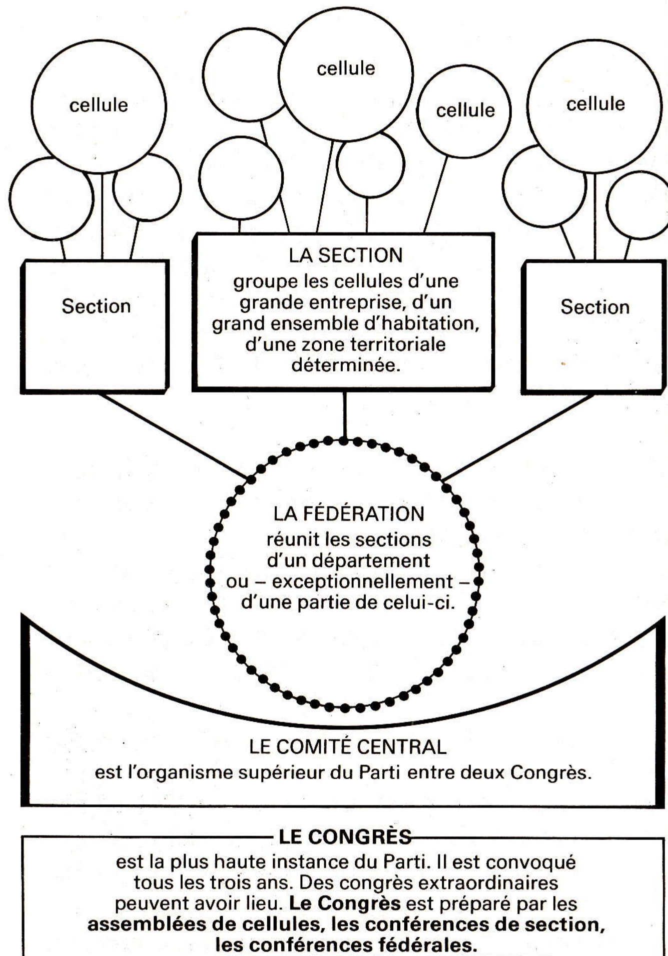
4. — **Les décisions des organismes supérieurs sont obligatoires pour les organismes des échelons inférieurs.**

S'il en était autrement, une minorité pourrait remettre en cause toute décision, gêner son application, transformer le Parti en une arène où s'affronteraient en permanence ses diverses fractions.

Dans un Parti communiste, il ne peut pas y avoir de tendances organisées. L'organisation des tendances, c'est une cristallisation des positions qui fige la pensée et entrave la libre confrontation des idées; c'est la recherche permanente du compromis à l'intérieur du Parti au lieu de la mise au point collective

La structure du Parti.

LA CELLULE : est la base de l'organisation du Parti. Il existe des cellules d'entreprises, des cellules locales, des cellules rurales.



d'une politique scientifique ; c'est la quête d'ententes tactiques pour s'assurer le contrôle de la direction ; c'est donc le contraire de la démocratie et de l'esprit révolutionnaire.

---

5. — **La critique et l'autocritique s'exercent librement,** sans considération de personnes, dans toutes les organisations du Parti.
Faites de façon franche et constructive, elles permettent de déceler les défauts ou les erreurs, de surmonter rapidement les faiblesses, les insuffisances.
Ces principes du centralisme démocratique sont consignés dans **les statuts de notre Parti** qui fixent les droits et les devoirs des membres du Parti. Les statuts sont eux-mêmes élaborés par le congrès après une large discussion à tous les niveaux.

Nous avons vu précédemment que la politique de notre Parti est au service des travailleurs, des masses populaires, et de la nation.
Il s'agit donc pour lui d'être constamment à l'écoute des besoins, d'être en prise sur une

réalité qui évolue rapidement, de prendre conscience sans retard des changements qui surviennent afin d'en tirer pour l'action les conclusions nécessaires.

Cette démarche créatrice et responsable trouve dans nos principes d'organisation, dans **le centralisme démocratique, à la fois un point d'appui solide et un stimulant efficace.** Sans la discussion la plus large, notre Parti ne saurait élaborer une politique pleinement conforme aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple.
Mais une telle élaboration exige également la prise en compte de l'acquis théorique et pratique accumulé par le Parti, au travers d'une longue et riche expérience des luttes de classes. La généralisation, la transmission de cet acquis ne peuvent se réaliser que par les collectifs de direction.
Loin d'étouffer l'esprit d'initiative des communistes, la mise en œuvre du centralisme démocratique fait constamment appel à l'intelligence et à l'énergie de chacun d'eux. Il faut en effet, être capable, à chaque étape de la lutte, de sortir des sentiers battus et de faire preuve de hardiesse dans la solution des

problèmes nouveaux. Cela implique nécessairement la participation consciente des adhérents à la vie du Parti, leur réflexion et l'échange de leurs idées, le développement de leur capacité créatrice.

Ce qui donne sa fécondité à cette réflexion permanente de tous les adhérents, à cette discussion dont se nourrissent la pensée et l'action du Parti, c'est qu'elles se déroulent sur **la base solide du patrimoine commun des membres du Parti :** la connaissance des lois fondamentales de la vie sociale, la volonté d'édifier une société nouvelle.
L'unité du Parti est ainsi une perpétuelle création qui résulte à la fois de la communauté de vues et d'objectifs des communistes et de la confrontation, du brassage des idées et des expériences.
La démocratie interne et la discipline librement consentie, loin de s'opposer, n'ont de sens que liées l'une à l'autre. Elles ne peuvent exister l'une sans l'autre.
C'est cette conception et cette réalité que les communistes résument par l'expression de

centralisme démocratique. Ce dernier assure à notre Parti la plus grande efficacité. Il correspond pleinement à la théorie et à la pratique révolutionnaires.

On comprend que la bourgeoisie se déchaîne contre le centralisme démocratique, le déforme pour mieux le dénigrer. Elle n'a rien à craindre de groupes perdus dans des discussions interminables et qui ne cessent de se diviser et de se déchirer. Elle redoute un parti dont la force repose sur la volonté commune, sur l'esprit de responsabilité de chaque adhérent, sur une vie démocratique intense.

Bien entendu, **ces principes d'organisation sont propres au Parti d'avant-garde de la classe ouvrière. Ils ne sauraient être considérés comme un modèle de société, ni comme une « contre-société ».**

Parti d'avant-garde et parti de masse

Par sa nature, son idéologie, ses principes d'organisation, le parti est apte à guider la

classe ouvrière et le peuple dans le combat pour le progrès social, la démocratie et le socialisme. Mais il ne pourrait s'acquitter correctement de ses tâches, élaborer et appliquer une politique juste sans **une liaison étroite et vivante avec les masses populaires.** Marx et Engels ont souvent rappelé que **ce sont les masses qui font l'histoire.** Le préambule des statuts de la Première Internationale, rédigé par eux, indique clairement :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Notre Parti ne se substitue pas aux masses. Il ne leur distribue pas des ordres. Mais toute son action vise à susciter leur intervention de plus en plus large.

C'est dans la mesure où le Parti défend efficacement leurs intérêts que les masses lui font confiance, soutiennent ses mots d'ordre, approuvent ses objectifs et luttent pour leur réalisation.

« Se placer au cœur du mouvement des masses, être présent partout là où elles luttent et veiller à éviter le double défaut qui consiste soit à décider à leur place, soit à se mettre à leur

remorque — voilà notre façon d'être[1]. » Des liens étroits unissent notre Parti à la classe ouvrière, à toute la population laborieuse. Ce qui les rend possibles, vivants et permanents, c'est **l'existence et l'activité des cellules,** c'est-à-dire des organisations de base dans lesquelles se retrouvent les communistes d'une usine ou d'un atelier, d'un bureau, d'un quartier ou d'un village, d'une faculté ou d'un lycée.

La cellule n'est pas seulement un organisme d'application des décisions prises par des échelons supérieurs. Elle est un centre vivant de discussion, de formation idéologique, d'initiative politique, d'organisation de l'action des masses.

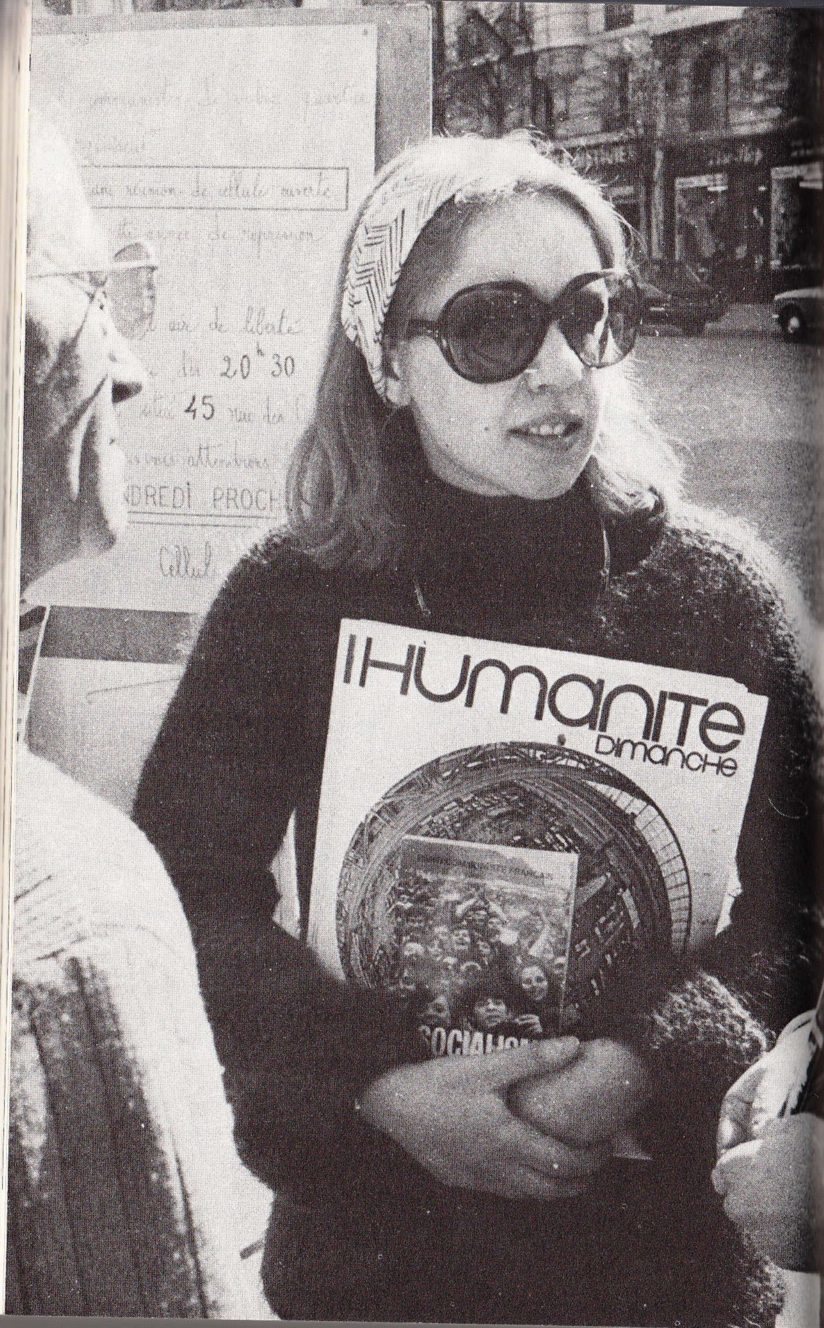
Par la cellule, le Parti se lie aux masses, connaît leurs aspirations, s'instruit auprès d'elles. En retour, la cellule propage les idées du Parti et réalise le travail de conviction dans les masses. La diffusion de **l'Humanité,** de la presse et des éditions du Parti est une préoccupation permanente de la cellule.

Mais la cellule ne peut se satisfaire d'une propagande générale. Pour qu'elles devien-

1. Georges Marchais : *Le Défi démocratique*, p. 205.



Le parti à la tête des luttes dans toute leur diversité.



nent leur propre affaire, les travailleurs doivent retrouver, dans les idées et les solutions du Parti, la réponse à leurs propres soucis. La critique du pouvoir, nos propositions d'action et d'union seront d'autant mieux comprises qu'elles seront formulées à partir des revendications des travailleurs, des citoyens à qui elles s'adressent.
C'est **par la cellule** que s'organisent les luttes les plus diverses au cours desquelles les travailleurs s'unissent, prennent conscience de leur force, se convainquent dans les faits que notre Parti remplit bien son rôle d'avant-garde.
C'est **par la cellule** que peut se vérifier sûrement la justesse de la politique du Parti et l'impact de ses mots d'ordre, de ses initiatives.
Plus la vie politique des cellules est intense, plus leur activité publique est grande. Réciproquement, une grande activité publique, orientée dans toutes les directions, nourrit la vie des cellules.

Cette activité politique doit se développer

d'abord sur le lieu même du travail, dans les entreprises. C'est là **une exigence primordiale de la lutte** pour les changements démocratiques, pour avancer vers le socialisme.
C'est dans l'entreprise, lieu où s'exerce directement l'exploitation capitaliste que la crise actuelle prend sa source.
Nœud de la crise, l'entreprise est aussi au centre de son dénouement.
Dans le camp du grand capital, comme dans celui de la classe ouvrière et ses alliés, chacun sent bien que **l'entreprise est le lieu névralgique de l'affrontement.**

Giscard d'Estaing fait des problèmes de l'entreprise (par exemple de la prétendue revalorisation du travail manuel) un des sujets prioritaires de sa démagogie. Dans le même temps, par l'intermédiaire de Chirac et Poniatowski, il jette des interdits sur l'activité des communistes à l'entreprise. L'ancien ministre Sudreau, auteur d'un projet de « réforme » de l'entreprise, déclare : « Nous sommes parfaitement conscients que l'entreprise est un lieu de tension et que **les heurts qui s'y produisent pèsent sur le destin de notre pays.** » On peut être plus clair.

Etant donné l'enjeu de la bataille et son acuité, les travailleurs, tous les salariés ont besoin, absolument besoin, d'un Parti communiste fort dont **l'influence dirigeante** se nourrisse des racines profondes qu'il plonge au sein de la classe ouvrière, dans le terreau fertile que sont les entreprises.

L'étroite connivence de l'Etat et du grand capital confère désormais à toutes les revendications, à toutes luttes politiques et sociales une signification politique que les travailleurs perçoivent de plus en plus consciemment.
Encore faut-il qu'ils aient un parti conduisant résolument **la lutte politique sur des positions de classe** et combattant également l'idéologie et les pratiques réformistes incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière.
Encore faut-il qu'ils aient un parti leur permettant de prolonger sur le plan politique le combat qu'ils mènent sur le plan syndical. Car la lutte syndicale permet de rassembler les travailleurs à partir de revendications communes, son rôle est très important mais il ne peut suffire à la classe ouvrière pour venir à bout du système actuel, pour engager le pays dans la voie du socialisme. Le mouve-

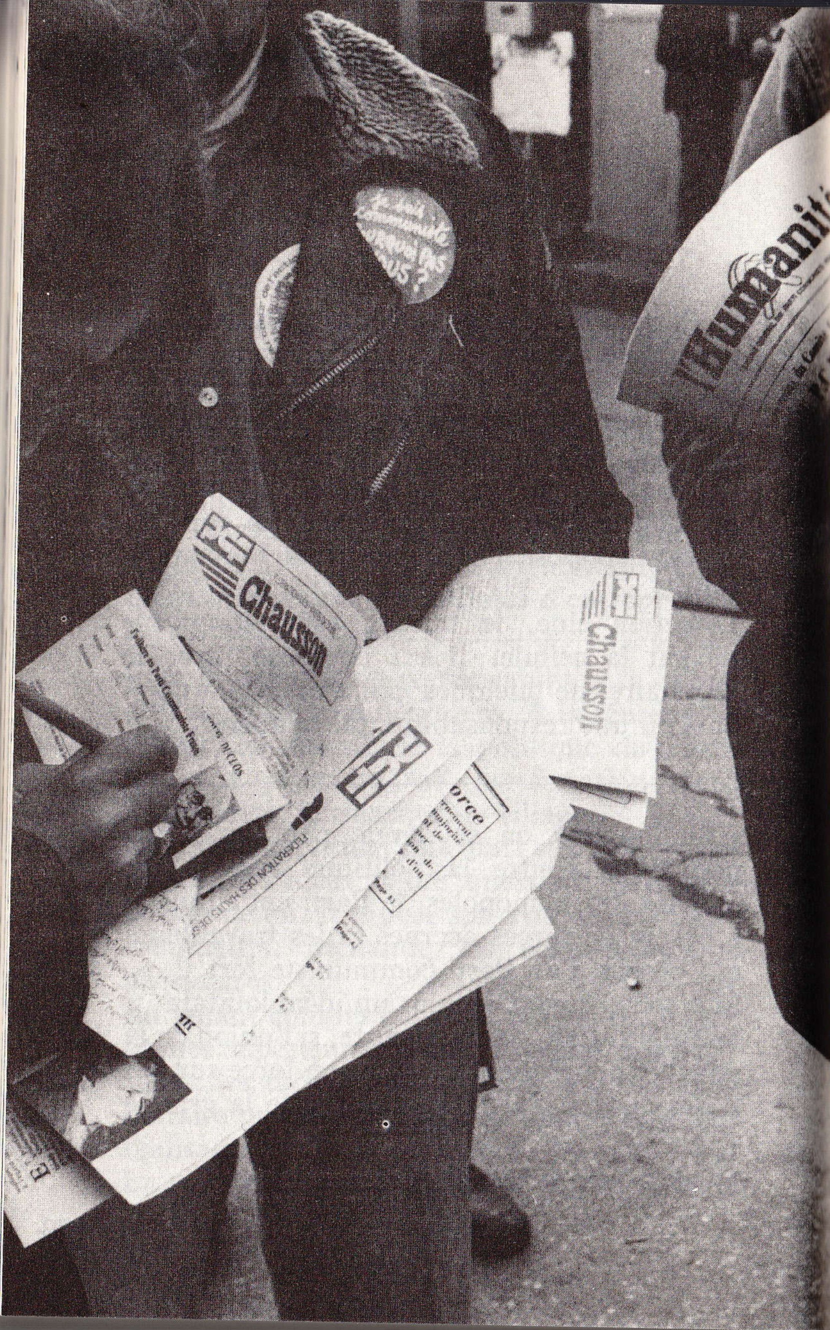
ment syndical a des limites dont le dépassement porterait atteinte à son audience et à son efficacité.
Ainsi les cellules ont un rôle irremplaçable à jouer dans les entreprises. Il s'agit d'en multiplier le nombre, de renforcer leurs effectifs et leur activité, ce qui suppose notamment que les meilleurs militants assument la direction des cellules d'entreprises.

Pour faire face à ses responsabilités, la cellule doit se réunir régulièrement. A la réunion de cellule, on discute de la politique du Parti. On fait le point de la situation dans l'entreprise, le quartier, le village.
Chaque camarade fait part de son expérience, des idées et des questions formulées autour de lui. Il expose son avis, ses critiques éventuelles, demande les éclaircissements nécessaires.
En tenant compte des orientations des organismes supérieurs, la cellule prend des décisions; les tâches sont réparties avec le souci de faire participer tous les camarades à leur réalisation.
La cellule diffuse la presse et la propagande

du Parti. Elle édite son propre matériel — **le journal de cellule** — qui exprime son opinion sur toutes les questions intéressant les travailleurs de l'entreprise, les habitants du quartier ou du village, et les appelle à l'action. Une vie intérieure intense se prolongeant dans une riche activité dans les masses suppose l'existence d'**un bureau de cellule.**
Direction élue, le bureau est responsable devant la cellule. Il est composé, avec le secrétaire, de quelques camarades assumant chacun une responsabilité particulière.

« Au moment où se développent les luttes populaires contre la politique néfaste du pouvoir des monopoles, le Parti communiste a besoin de forces accrues et les travailleurs ont besoin d'un Parti communiste fort. [1] ».
Si le socialisme n'est plus un idéal lointain, si le Programme commun existe, si l'union de la gauche se maintient et gagne en force sur des bases claires malgré les efforts de la grande

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 214.



bourgeoisie, c'est grâce à la persévérance, aux initiatives du Parti communiste.
Notre Parti est le seul à pouvoir offrir aux travailleurs la possibilité d'un engagement politique cohérent, efficace, car le titre de parti de la classe ouvrière ne lui revient pas de droit, mais de fait.
Cela explique que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, qui approuvent notre politique, nous apportent leurs suffrages, soient prêts à rejoindre nos rangs pour peu qu'on leur propose d'adhérer.
Il n'y a aucune contradiction entre le rôle d'avant-garde du Parti et le recrutement massif qui lui est nécessaire.
Le renforcement de nos effectifs, c'est un reflet et une condition de l'élévation du niveau politique des travailleurs. C'est un reflet de l'élargissement du mouvement populaire face au grand capital et à son pouvoir.

Dans la lutte, il adhère.

pour conclure

Ce petit livre s'achève.

Lisant ce texte, les participants aux écoles élémentaires se sont sans doute interrogés sur le chemin qui a été parcouru depuis décembre 1920, depuis ce Congrès de Tours du Parti socialiste qui devait décider, à une forte majorité, l'adhésion du socialisme français à la IIIe Internationale communiste fondée par Lénine.

Le choix fait en 1920 par les militants révolutionnaires était nécessaire. Tout confirme qu'ils ont eu raison.

Le Congrès de Tours a permis l'existence dans notre pays d'un parti ouvrier de type nouveau, le Parti communiste français, qui a grandi au cours d'âpres luttes de classes, qui est devenu aujourd'hui une force déterminante du changement démocratique et de la transformation socialiste.

« Pour les travailleurs, pour tout notre peuple, la force et l'influence du grand parti révolutionnaire de notre temps qu'est le Parti communiste, c'est la garantie qu'elles iront au succès, c'est la garantie de l'avenir démocratique et socialiste de la France.[1] ».

1. *Le Socialisme pour la France,* p. 218.

quelques lectures conseillées

MARX-ENGELS :

Manifeste du parti communiste (*1848*)
Etudes philosophiques, textes choisis, (Editions Sociales).

KARL MARX :

Salaire, prix et profit (Editions Sociales).

F. ENGELS :

Socialisme utopique et socialisme scientifique (Editions Sociales).

LENINE :

La Maladie infantile du communisme (Editions Sociales).
L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme (Editions Sociales).

WALDECK ROCHET :

Ecrits politiques (*1956-1969*) (Editions Sociales).

GEORGES MARCHAIS :

Le Défi démocratique (Grasset Editeur).

ETIENNE FAJON :

L'Union est un combat (Editions Sociales).

XXII[e] Congrès - Rapport et document (Le Socialisme pour la France, Editions Sociales).

Le programme commun de gouvernement (Editions Sociales).

Les statuts du Parti communiste français.

Vivre libres !

Chaque jour : L'HUMANITE
Chaque semaine : FRANCE NOUVELLE
Chaque mois : LES CAHIERS DU COMMUNISME

Achevé d'imprimer sur les presses
de LA NEOGRAVURE (CRETE-DESFOSSES) PARIS
le 14 mai 1976
Dépôt légal 2e trimestre 1976 - N° éditeur 1693